

Mylaine Larocque
300250683

**Politiques taiwanaises sous Koizumi et Abe : le rôle des factions
japonaises et l'influence de la puissance militaire chinoise**

Mémoire

Sous la supervision d'André Laliberté

Université d'Ottawa

Programme de maîtrise en étude politique

31 août 2023

Remerciements

« *Il faut tout un village pour élever un enfant* » est, selon moi, un proverbe qui s'applique très bien à la réalisation de ce mémoire. Sans le soutien de certaines personnes clefs, je n'aurais pas été en mesure de produire un travail aussi complet.

En premier lieu, j'aimerais remercier mon superviseur, André Laliberté, à qui je dois énormément. M. Laliberté a d'abord su transformer mon intérêt pour la politique asiatique en une passion dans laquelle j'adore m'investir. Il a ensuite réussi à m'indiquer clairement le chemin à suivre pour atteindre mes objectifs scolaires tels que ce projet. Merci énormément pour vos conseils si précieux et pour votre belle énergie malgré certains moments plus difficiles.

La deuxième personne dont je suis la plus reconnaissante est mon conjoint. Merci, Guillaume, pour le soutien émotionnel que tu m'as offert tout au long de ma maîtrise et depuis toutes ces années d'école. Ta patience, tes encouragements et le fait que tu croyais autant en moi m'ont réellement poussée à arriver où je suis.

Je veux également remercier ma famille : les véritables fondations de mon village. Mes parents, mes grands-parents et mon frère, je ne serais pas la personne que je suis aujourd'hui sans votre amour et votre appui. Vivi, merci pour nos douzaines de milliers de conversations où tu m'as motivé, je ne serais pas aussi fière de moi sans toi.

Finalement, qu'est-ce qu'un village sans ses habitants ? Merci mille fois à mes plus proches amis, Vincent et Maïa, de m'avoir toujours procuré les doses de bonheur et de relâchement dont j'avais besoin. Je chéris également mes nouveaux amis, Antoine, Zoé, Youssef et Isabel avec qui j'ai étudié pour ce qui semble plusieurs décennies et avec qui j'ai passé des moments inoubliables.

Résumé du mémoire

Entre 1972 et aujourd'hui, les politiques étrangères du gouvernement japonais se sont transformées. Étant d'abord plus consentants à la proposition du gouvernement chinois, les dirigeants du Japon optent maintenant de plus en plus pour un soutien envers Taïwan sur la question de la réunification sino-taïwanaise. Comment cela s'explique-t-il ? Un aspect encore plus intrigant est que l'État japonais est en fait dirigé par le même parti politique depuis 1955 : le Parti Libéral Démocrate (PLD). Comment se fait-il qu'il y ait eu des changements dans les politiques taïwanaises du gouvernement nippon alors que ce dernier était sous le contrôle du même parti pendant toutes ces années ? À l'aide de l'approche du néo-institutionnalisme historique, le mémoire tentera de répondre à cette question en limitant les frontières de sa recherche entre 2001 et 2020, soit entre les administrations de Koizumi Jun'ichirō et d'Abe Shinzō. Deux grandes hypothèses ont d'ailleurs été formulées. Premièrement, la consolidation du rôle et de l'influence des factions pro-Taïwan et pro-Article 9 du PLD à partir du second mandat d'Abe ont permis au parti de fortifier sa position. Deuxièmement, l'environnement stratégique, et plus précisément la croissance de la présence chinoise et du raffermissement des capacités de l'Armée Populaire de Chine (APL) dès 2012, a incité le gouvernement nippon à adopter une posture plus radicale. Finalement, en comparant les éléments de réponse de deux administrations consécutives du PLD, il sera possible d'appliquer par la suite les conclusions trouvées aux partis dominants en général.

Table des matières

1. Introduction	4
2. Revue de littérature	7
2.1. Parti dominant — définitions et études principales.....	7
2.2. Évolution du PLD	10
2.2.1 Changements dans les politiques du PLD.....	10
2.2.2. Transformation dans les politiques étrangères du PLD : Quels sont les facteurs ?	12
2.3. Question spécifique de recherche et contribution	15
3. Méthodologie	18
3.1. Définition des concepts clefs	18
3.2. Cadre théorique.....	20
3.3. Hypothèses de recherche	23
3.4. Cadre méthodologique	23
4. Rôle et influence des factions sur les politiques étrangères du PLD	25
4.1. Structure et hiérarchie dans le système de factions	25
4.1.1. Koizumi	26
4.1.2. Abe	28
4.2. L'évolution des factions du PLD	31
4.2.1. Factions de droite : Montée et adaptation	31
4.2.2. Factions de centre et centre gauche : déclin et/ou adaptation	37
4.3. Discussion et conclusion	41
5. La puissance chinoise : un enjeu stratégique déterminant	44
5.1. Les capacités et ambitions militaires chinoises en croissance	44
5.1.1. La consolidation des forces de l'APL.....	45
5.1.2. Ambitions militaires et démonstrations chinoises en expansion	47
5.1.3. Capacité et ambitions de l'APL, des facteurs réellement explicatifs ?	50
5.2. Décisions et comportement en réponse à la montée chinoise	52
5.2.1. Réactions politiques sous Koizumi.....	53
5.2.2. Réactions politiques sous Abe.....	54
5.3. Discussion et conclusion	56
6. Conclusion	59
Annexes	61
Bibliographie	68

1. Introduction

En 1971, la République de Chine (RDC), mieux connue de nos jours sous le nom de Taïwan, fut expulsée de l'ONU, n'étant désormais plus reconnue comme un État souverain (Cabestan 2005, 4). Depuis, l'appartenance et l'identité de cette région sont perçues différemment par les autres acteurs de la scène internationale. Notamment, une vingtaine d'années auparavant, soit en 1949, la République Populaire de Chine (RPC) déclara l'île de Taïwan comme sa 23^e province. Encore aujourd'hui, la Chine réclame l'unification officielle des deux territoires, et ce, même si la grande majorité de la population taïwanaise n'est pas d'accord et souhaite obtenir son droit à l'autodétermination (Cabestan 2005). La reconnaissance de Taïwan en tant que territoire chinois n'est d'ailleurs pas seulement exercée par la Chine. En 1972, le *Joint Communiqué of the Government of Japan and the Government of the People's Republic of China*, qui stipule que Taïwan appartenait bel et bien à la RPC, fut signé par les gouvernements nippon et chinois (Wan 2015, 139). À l'heure actuelle, le Japon ne partage toujours pas de relation diplomatique sur des bases officielles et gouvernementales avec Taïwan. Toutefois, bien qu'encore nuancé, le soutien de l'État japonais pour la question de l'indépendance taïwanaise semble s'être consolidé depuis le début des années 2000, et ce, malgré les contestations montantes du PCC. Kishida Fumio, actuellement premier ministre du Japon, a annoncé à plusieurs reprises et dans diverses rencontres publiques qu'il était contre les agissements du gouvernement chinois envers Taïwan (Yuichi 2023, 51 ; The White House 2021). Selon lui, les actions du Parti Communiste Chinois (PCC) ne respectent pas les valeurs premières du Japon, incluant le droit à la démocratie et à la liberté (Ibid.). Les premiers ministres japonais le précédant partageaient son avis, mais à un degré différent. Ce tournant a réellement débuté dans les années 2000, lorsque le gouvernement nippon, dirigé par Koizumi Jun'ichirō, réaffirma sa position sur la stabilité et la sécurité dans le détroit de Taïwan (Dreyer 2008, 15 ; Jerdén et Hagström 2012, 226). Cet ancien dirigeant, qui a été au pouvoir entre 2001 et 2006, a pris soin de respecter le communiqué de 1972, mais a quand

même enclenché les premiers rapprochements nippo-taïwanais (Jerdén et Hagström 2012, 226). Son successeur, Abe Shinzō (2006-2007 et 2012-2020), a également opté pour un raffermissement des politiques taïwanaises du gouvernement japonais, mais qui, cette fois, fut encore plus prononcé. Sans jamais officialiser leurs échanges diplomatiques, Abe usa tout de même de moyens s'apparentant à des actes diplomatiques pour démontrer son soutien à Taïwan (Dreyer 2019, 164 ; Japan-Taiwan Exchange Association 2023). De plus, en 2021, il déclara pour la première fois que les menaces sur la sécurité taïwanaise constituaient aussi des risques sur la sécurité japonaise (The Japan Times 2021). Force est donc de constater qu'un changement s'est exercé entre le gouvernement nippon qui était plus prudent en 1972 et celui d'aujourd'hui qui s'oppose publiquement à ce que le gouvernement chinois se réunifie à Taïwan par la force. Comment cela s'explique-t-il ? Un aspect encore plus intrigant dans cette question est que l'État japonais est en fait dirigé par le même parti politique depuis 1955 (avec quelques exceptions). Il s'agit du PLD, parti dominant la vie politique japonaise de façon discontinue depuis toutes ses années. Koizumi, Abe et Kishida proviennent d'ailleurs tous de celui-ci. Et donc, comment se fait-il qu'il y ait eu des changements dans les politiques taïwanaises du gouvernement japonais alors qu'il était sous le contrôle du même parti pendant toutes ces années ? Pour répondre à cette question, le mémoire établira une comparaison entre les administrations du PLD sous Koizumi et sous Abe, ce qui délimitera les frontières chronologiques entre 2001 et 2020. Plus précisément, deux facteurs potentiels pour expliquer le raffermissement des politiques vis-à-vis Taïwan entre les deux anciens premiers ministres seront explorés : l'influence du système de factions ainsi que la consolidation des capacités et des ambitions militaires de l'Armée Populaire de Libération (APL). Les conclusions qui résulteront de la recherche menée par le mémoire pourront, par ce fait même, proposer des éléments de réponses à la question générale suivante : pourquoi y a-t-il des changements dans les politiques d'un parti dominant ? La structure du mémoire se divise en cinq grandes sections excluant cette introduction. Premièrement, une revue de la littérature sur les partis dominants ainsi que sur les politiques du PLD

sera conduite afin de justifier la pertinence et la contribution du mémoire. La deuxième partie présente les cadres théorique et8 méthodologique sélectionnés ainsi que les hypothèses de recherche. Troisièmement, le premier argument du mémoire est dévoilé et développé. Il s'agit du rôle des factions dans le processus de consolidation des politiques du gouvernement japonais vis-à-vis Taïwan. Quant au quatrième chapitre, il a pour objectif de démontrer l'influence des nouvelles capacités et ambitions face à Taïwan de l'APL sur le changement dans les politiques taïwanaises du PLD, constituant donc le second argument. Finalement, une conclusion amassera les informations les plus pertinentes trouvées dans les deux sections précédentes afin de pouvoir répondre à la question de recherche spécifique et générale. De plus, certaines limites du mémoire y seront évoquées.

2. Revue de littérature

Le système de parti dominant est un concept très étudié en sciences sociales et plus particulièrement en science politique. Cette première partie du travail a pour objectif de présenter une revue sur la littérature en lien avec les partis dominants afin de montrer les principaux apports de l'ensemble des études faites sur ce sujet, mais aussi pour déterminer lesquels de ses aspects sont négligés ou manquants. À la lumière de ces limites, il sera plus simple d'établir une question de recherche spécifique qui contribuera réellement à la littérature actuelle. Comme il est mentionné dans l'introduction du mémoire, le cas du Parti Libéral Démocrate japonais sera spécifiquement examiné dans le but de répondre à la question de recherche générale suivante : comment peut-on expliquer un changement dans les politiques d'un parti dominant ? La revue se divisera d'abord en deux parties comprenant chacune plusieurs sous-sections qui, à la façon entonnoir, passeront des recherches générales sur les partis dominants aux études plus concentrées sur le sujet spécifique choisi. D'ailleurs, il est important de préciser qu'une critique sera appliquée sur chaque section afin d'identifier les aspects considérables, problématiques ou manquants. Ainsi, le dernier volet accumule et souligne les éléments les plus pertinents et soulève ceux qui ont été négligés, et se conclut sur le choix de la question de recherche spécifique.

2.1. Parti dominant — définitions et études principales

Au cours des dernières décennies, plusieurs auteurs ont tenté de définir au mieux de leur connaissance la notion de parti dominant, ou de système de parti dominant. Encore aujourd'hui, ce concept conserve toutefois sa nature équivoque. Cependant, dans plusieurs des écrits recensés, le modèle fourni par Maurice Duverger (1951 ; 1981) est souvent cité comme celui étant fondateur. Selon Duverger, la première caractéristique définissant l'aspect dominant d'un parti politique est la majorité des votes électoraux qu'il entretiendra sur plusieurs années consécutives ou presque (1981, 413). Un second grand critère du parti dominant est son association à une époque particulière. C'est-à-dire que

ses doctrines, ses valeurs, ses intérêts et ses décisions s'identifient à l'image de la période dans laquelle le parti domine (Ibid.). En d'autres mots, le parti dominant est associé à une époque, mais cette époque est également associée à ce parti. Troisièmement, pour qu'un parti dominant soit défini comme tel, son statut doit absolument être reconnu ainsi par l'opinion publique (Duverger 1981, 414). Que les citoyens ou l'électorat soutiennent le parti ou non, ils doivent dans les deux cas reconnaître sa supériorité face aux autres partis (Ibid.). Finalement, Duverger sous-entend que le dernier élément essentiel se formule environ ainsi : un parti politique, lorsqu'il devient dominant, court inévitablement à sa perte (1981, 416). Une fois perché au sommet, les chances que ce type de parti encourage des transformations révolutionnaires dans son propre agenda sont inexistantes ou presque, le menant de cette façon à manquer le train d'une société qui évolue et qui demande des adaptations (Ibid.).

Quelques auteurs ont toutefois apporté certaines précisions méritant d'être soulevées puisqu'elles permettent de créer une idée plus complète du concept de parti dominant. Notamment, Arian et Barnes ajoutent que pour qu'un parti puisse demeurer dominant, il doit d'abord prioriser les intérêts des plus grandes catégories sociales de la société puisque leur soutien représente plus de votes (1974, 597-598). Pempel (1990), un autre auteur important dans cette littérature, souligne certaines dimensions intragouvernementales. Selon lui, un parti dominant doit également maintenir une majorité des sièges au parlement et il doit avoir de bonnes capacités de négociation afin d'être en coalition avec le plus de partis possible (Pempel 1990, 4-16). Force est de constater que les définitions offertes plus haut ne proviennent pas de sources récentes. Afin d'assurer leur validité, des études contemporaines les exploitant ont été trouvées. Par exemple, le livre de Carty (2022) s'intéresse aux partis dominants définis selon les critères ci-dessus, mais constitue un texte beaucoup plus actuel. D'après Carty, les élections et la compétition entre les partis sont un droit fondamental dans une démocratie, il arrive donc souvent que les partis et députés élus alternent entre eux (Carty 2022, 1). Ainsi, lorsqu'un parti en particulier revient au pouvoir à plusieurs reprises et assure une dominance dans l'électorat et au

gouvernement, c'est très surprenant (Ibid.). Carty surnomme ce phénomène les *démocraties inhabituelles* (Ibid.). De plus, en se basant sur les modèles de partis dominants présentés ci-dessus, l'auteur affirme qu'un seul est en mesure de cocher toutes les cases en étant à la fois encore au pouvoir aujourd'hui : le PLD japonais (Carty 2022, 3 et 6). En somme, la littérature sur les partis dominants s'accorde sur certains critères précis tout en proposant certaines alternatives ou additions subtiles. Cependant, elle révèle également une faille. Beaucoup d'articles considérés comme « fondateurs » ou « classiques » développent sur les éléments concrétisant l'aspect dominant d'un parti, mais n'expliquent pas ce qui pourrait l'influencer à modifier ses politiques, incluant ses politiques étrangères. Le prochain paragraphe présente des travaux dont les partis dominants constituent leur noyau de recherche et pointe sur quelques études de cas plus spécifiques qui peuvent peut-être mieux répondre à cette question.

À travers l'histoire et aux quatre coins du monde, plusieurs partis politiques ont réussi à se hisser au statut de parti dominant. Des pays comme l'Inde, la Suède, l'Italie et d'autres peuvent associer une époque de leur passé à ce type de parti. Notamment, le Parti Social-Démocrate suédois a été un parti dominant étudié par de nombreux chercheurs, il est reconnu pour avoir été un des plus grands partis socialistes de l'Europe (Tomasson 1969, 772 ; Therborn 2010; Jylhä, Rydgren et Strimling 2019 ; etc.). Le PLD au Japon est un autre cas très commun dans cette littérature (Ferdinand 1994 ; Delamotte 2012 ; Umeda 2018 ; Hamzawi 2021). En effet, il est un des seuls partis dominants de droite encore aujourd'hui au pouvoir. D'autres exemples furent également l'intérêt de plusieurs chercheurs : le Mapaï en Israël (Levite et Tarrow 1983 ; Arian et Shamir 2005 ; Medding 2010 ; Malka et al. 2021), la Démocratie Chrétienne en Italie (Morlino 1996 ; Levite et Tarrow 1983 ; Bull 1996 ; Bardi 2007 ; Boucek 2012), etc. De plus, diverses thématiques liées aux partis dominants ont été choisies par les auteurs de la littérature dans leur analyse, quatre en particulier ont été identifiées : le processus de création d'un parti dominant (Boucek 2012; Musil 2014), la chute

d'un parti dominant (Friedman et Wong 2008 ; Sakaiya et Maeda 2014), les conséquences créées par la fin d'un parti dominant (Morlino 1996; Bardi 2007) et les stratégies de survie employées par les partis dominants (Malka et al. 2021; Umeda 2018). Malgré une revue plus approfondie des articles qui s'intéressent aux partis dominants, la même limite que celle retrouvée précédemment apparaît. Très peu d'auteurs touchent à l'évolution des partis dominants et aux facteurs qui peuvent enclencher cette évolution dans leurs travaux. Il existe certaines exceptions, comme l'étude de Ferdinand (1994) qui explore la transformation des partis dominants en comparant la Démocratie Chrétienne et le PLD au Japon. Cependant, ce travail est tout de même limité puisqu'il ne développe pas sur les facteurs pouvant motiver un parti dominant à apporter des modifications drastiques dans son agenda politique (Ferdinand 1994). Finalement, puisque le processus d'évolution des partis dominants fait rarement l'objet d'étude des chercheurs et que le PLD japonais est un parti dominant de droite encore aujourd'hui au pouvoir, le mémoire s'intéressera aux changements dans le PLD.

2. 2. Évolution du PLD

2.2.1 Changements dans les politiques du PLD

Depuis sa création en 1955, le Parti Libéral Démocrate fut au pouvoir 90% du temps et préserva sa dominance de façon démocratique (Umeda 2018, 8,9). Forcément, plusieurs auteurs s'y sont intéressés et plus particulièrement, ont étudié certains aspects du PLD qui ont évolué depuis toutes ces années. Il sera d'abord question d'exposer un cumul des travaux sur les changements dans les politiques étrangères et commerciales du parti japonais. Puis, des articles sur l'évolution de certaines politiques domestiques et sur les transformations intraparties du PLD seront présentés. Premièrement, les changements dans les politiques étrangères du PLD sont les plus étudiés dans la littérature. Notamment, les politiques chinoises du PLD qui ont contribué à la dégradation de la relation diplomatique sino-japonaise sont retrouvées dans une panoplie d'articles. Plusieurs auteurs affirment que ce phénomène a réellement commencé au début des années 2000, lorsque le PLD était dirigé par

Koizumi Jun'ichirō (Lam 2005 ; Yang 2010). La Chine et le Japon possédaient un bon lien dans plusieurs domaines, mais les politiques « provocantes » adoptées par le gouvernement de Koizumi, tel que couper l'aide financière au développement chinois, ont refroidi leurs rapports (Ibid.). D'autres changements dans les politiques étrangères du PLD qui ont été fortement étudiés, et qui dans un sens sont intrinsèque, sont le rapprochement nippo-états-unien ainsi que l'appui des Forces Japonaises d'Autodéfense (FJA) dans des conflits internationaux comme en Irak ou en Afghanistan. L'article de Liff (2015) présente d'ailleurs le portrait de ces nouvelles politiques. Notamment, les gouvernements du Japon et des États-Unis se sont entendus sur de nouveaux accords quant à leur coopération à l'international, et plus spécifiquement dans des contextes de guerre (Liff 2015, 87 à 91 ; Pence 2006, 336 et 368). Liff donne également certains exemples des politiques de soutien à l'international qui se sont renforcées sous le PLD, comme les réformes dans le nouveau programme de défense nationale États-Unis–Japon de 2013 (2015, 84). Deuxièmement, l'évolution des politiques du PLD en lien avec le commerce international fait aussi l'objet d'étude de plusieurs, et surtout celles concernant la Chine (Yinan 2008 ; Goto 2019 ; Lam 2005). La relation commerciale sino-japonaise est excellente depuis le début des années 2000 malgré les épisodes de boycottage qui ont affecté leurs échanges bilatéraux ou le comportement plus sévère et conservateur du PLD sous Koizumi et Abe (Ibid). Dans un dernier temps, il existe également une bonne quantité de recherches par rapport aux changements dans les politiques domestiques du parti dominant japonais. Cependant, il est difficile de faire un recensement complet de tous ces écrits puisque les politiques domestiques sont très diversifiées (sécurité, économie, services sociaux, enjeux démographiques, etc.). Afin de donner une idée de ce à quoi la littérature peut ressembler concernant ce sujet, des articles sur les politiques du PLD en lien avec l'éducation ont été analysés. Les suggestions de réformes dans le système d'éducation du Japon sont apparues dans les années 1980-90 et ont été approuvées par le PLD à partir de 2002. Les études de Schoppa (1991) et de

Rear (2011) retracent ce cheminement, et observent plus particulièrement comment les négociations et les décisions par rapport à ces nouvelles politiques étaient débattues sous le PLD.

En somme, tous les articles présentés ci-dessus soulèvent des questions et conclusions pertinentes face aux différentes transformations des politiques du Parti Libéral Démocrate du Japon. Cependant, bien qu'ils expliquent tous certaines facettes de l'évolution des politiques étrangères, commerciales et domestiques du parti, la majorité d'entre eux ne précisent pas pourquoi ces changements se produisent. Il serait donc intéressant d'inclure des facteurs explicatifs possibles dans le sujet de recherche du mémoire. Toutefois, puisqu'il a plusieurs types de politiques (commerciales, étrangères, domestiques, d'immigration, etc.) et que le mémoire est limité en matière d'espace, seules les causes influençant les prises de décisions en politique étrangère seront explorées. Certains pourraient suggérer qu'un autre type de politique moins étudiée que la politique étrangère devrait être choisi afin d'assurer une bonne contribution. Cependant, il est ici proposé le contraire. En fait, puisque les politiques étrangères du PLD ont été celles les plus analysées, le mémoire offrira justement une très grande contribution en apportant à tous ces articles un angle qui leur manquait : le « pourquoi ». La prochaine section présente donc certains travaux récupérés dans la littérature existante qui ont tenté d'explorer les raisons pouvant inciter le PLD à modifier ses politiques étrangères.

2.2.2. Transformation dans les politiques étrangères du PLD : Quels sont les facteurs ?

Cette dernière sous-section permettra d'identifier de façon plus concise les manques et les limites de la littérature actuelle sur l'évolution des politiques étrangères du PLD et plus précisément, des raisons qui peuvent l'expliquer. Deux catégories de facteurs en mesure d'éclaircir sur ces transformations sont ici illustrées : les facteurs externes ou les facteurs internes. En premier lieu, l'environnement stratégique qui entoure le Japon a prouvé à maintes reprises son influence dans les prises de décisions politiques du PLD. Plusieurs chercheurs ont expliqué comment ce facteur externe pouvait modifier les politiques étrangères du PLD. Premièrement, certains auteurs justifient le

raffermisssement des politiques chinoises du PLD par les tensions montantes entre la Chine et le Japon sur certains territoires contestés (Roth 2013; Cho et Choi 2016). Notamment, la souveraineté des îles Senkaku/Diaoyu est clamée par chacune des deux puissances asiatiques (Cho et Choi 2016, 255). La compétition avec la Chine pour ces îles, des îles qui d'ailleurs se situent dans des eaux stratégiques importantes en plus d'offrir une immense quantité de ressources naturelles, a été une source de motivation pour le PLD à devenir plus ferme contre la Chine (Cho et Choi 2016, 259, 260, 261 ; Roth 2013, 48). En effet, au détriment d'une bonne relation avec le gouvernement chinois, le PLD a d'abord déclaré officiellement que les îles appartenaient au Japon et qu'elles seraient défendues, puis que la présence militaire et civile autour des îles serait augmentée (Cho et Choi 2016, 259 ; Roth 2013, 48 et 49). Deuxièmement, la montée en puissance de la Chine a provoqué des changements dans les politiques étrangères états-uniennes du PLD. Les capacités militaires de l'Armée Populaire de Libération (APL) se sont consolidées dans les deux dernières décennies, et celles-ci s'accompagnent maintenant de démonstrations intimidantes pour les autres nations telles que le Japon (Brown, Delamotte et Dujarric 2021, 88). Jerdén et Hagström démontrent que ce phénomène a en effet poussé le PLD à établir un rapprochement plus sérieux avec les États-Unis afin de contrebalancer ce qu'il considèrait comme une menace à sa sécurité (2016, 236-237). D'ailleurs, d'autres facteurs expliquent la consolidation de la relation nippo-états-unienne, tels que la montée du terrorisme international ou les guerres en Irak et en Afghanistan (Pence 2006 ; Buszynski 2006). Dernièrement, bien qu'il existe une multitude de causes externes additionnelles, l'espace de ce mémoire est très limité et donc, un seul autre exemple sera présenté. La progression fulgurante des capacités militaires chinoises n'a pas seulement influencé le PLD à modifier ses politiques étrangères avec les États-Unis, les politiques taïwanaises du parti se sont également transformées. L'article de Schreer et Tan (2019) est excellent pour avoir un bon aperçu de la relation nippo-taïwanaise. De plus, il explique qu'avec la présence accrue des flottes chinoises près des territoires maritimes du Japon, le PLD a décidé de consolider son

appui et son rapprochement avec Taïwan afin d'empêcher l'APL de prendre trop d'expansion dans la région (Schreer et Tan 2019, 123-124). Cependant, très peu d'études s'intéressent à ce phénomène en particulier, il est donc difficile d'explorer plus en profondeur ses caractéristiques.

Certains facteurs internes peuvent expliquer les changements dans les politiques étrangères du PLD. Toutefois, il a été beaucoup plus difficile de trouver des articles à leur sujet dans la littérature actuelle. Dans cette section, le terme « interne » réfère aux partis d'opposition et aux factions dans le gouvernement japonais. En premier lieu, le PLD, étant au pouvoir depuis 1955 sans presque aucune interruption, a affronté plusieurs partis d'opposition au fil des années. Certains ont participé à la mise en œuvre de politiques étrangères alors que d'autres ont freiné leur adoption. Notamment, le Kōmeitō, un parti ayant été longtemps opposé au PLD et qui partage désormais une coalition avec celui-ci, a eu rôle à jouer dans les politiques de coopération avec les États-Unis lors de la guerre en Irak en 2003 (Fisker-Nielsen 2012). Les valeurs premières de ce parti ont toujours été la paix et la prospérité et donc, l'utilisation des forces d'autodéfense pour aider les États-Unis n'était pas une option selon lui (Fisker-Nielsen 2012, 104). Pourtant, il appuya le PLD sous Koizumi dans la proposition de ces politiques étrangères raffermissées (Ibid.). Bien que le chapitre se concentre principalement sur les contestations internes du Kōmeitō, il montre également comment cet appui a favorisé l'adoption des nouvelles politiques du PLD (Fisker-Nielsen 2012, 122). L'article de Lee et Dedominicis (2017) démontre lui aussi le lien entre l'influence des partis d'opposition et les changements dans les politiques étrangères du PLD. Selon ces auteurs, les politiques chinoises du PLD étaient beaucoup plus chaudes et amicales lorsque les partis d'opposition de centre étaient plus importants à la Diète, alors qu'il s'agissait du contraire lorsque les partis de droite prenaient le dessus (Lee et Dedominicis 2017, 9, 17, 22 et 23). En dernier lieu, le PLD se divise en plusieurs sous-groupes appelés des factions. Celles-ci semblent avoir un pouvoir influent sur les processus de prises de décisions du parti, mais il est difficile de confirmer cette hypothèse puisque peu d'auteurs s'en intéressent. Les travaux de Zakowski (2011) et de Park

(2015) permettent d'affirmer ce lien. Selon ces auteurs, le fait que les factions de droite conservatrices aient gagné en popularité à partir de 2006 a permis au PLD d'adopter des politiques étrangères beaucoup plus conservatrices et assumées (Zakowski 2011, 199 et 200 ; Park 2015, 25). Ces deux études sont donc pertinentes, mais elles sont limitées au sens où elles ne donnent pas d'exemples de politiques spécifiques.

2.3. Question spécifique de recherche et contribution

Les partis dominants sont fortement intéressants à étudier puisqu'ils n'obéissent pas aux normes traditionnelles du multipartisme démocratique où une alternance entre les partis se fait régulièrement. Puisqu'ils demeurent longtemps au pouvoir, il est intéressant d'observer si leur agenda politique évolue et si oui, de se demander quelles sont les raisons en mesure d'expliquer ces transformations. Cependant, à la lumière de la revue de la littérature présentée ci-dessus, il peut être difficile de répondre à ces questions. En effet, la majorité des travaux en lien avec le concept de parti dominant s'intéressent plutôt sur leur création, leur survie, leur tombée ainsi que les conséquences créées par leur chute. Afin d'être en mesure d'expliquer comment et pourquoi les partis dominants évoluent et se transforment, il a été conclu que l'objet d'étude de ce mémoire serait plus pointu. En évitant de mener une étude trop large, il sera plus simple d'offrir la possibilité d'une réponse à cette interrogation. Ainsi, fondée sur les limites et les négligences des articles exposés ci-dessus, une question de recherche spécifique a été formulée : pourquoi y a-t-il eu un changement dans les politiques étrangères taïwanaises entre l'administration de Koizumi et celle d'Abe ? Plusieurs raisons expliquent le choix de cette question.

Premièrement, bien qu'il soit déjà beaucoup étudié, le Parti Libéral Démocrate japonais est un cas assez exceptionnel au sens où il est le seul parti de droite encore dominant aujourd'hui et qui, en parallèle, respecte toujours les critères de la démocratie. De plus, contrairement à la majorité des travaux qui comparent le PLD à d'autres partis dominants pour déduire certaines conclusions sur ce

concept (Boucek 2012 ; Ferdinand 1994 ; Malka et al. 2021), le mémoire s'intéressera uniquement au parti japonais et comparera deux de ses administrations. Une étude plus approfondie à son sujet offrira donc une nouvelle perspective particulière ainsi qu'un angle plus actuel et contemporain à la littérature sur les partis dominants.

Deuxièmement, la question spécifique tente d'évaluer un changement dans les politiques du PLD entre les deux anciens premiers ministres Koizumi Jun'ichirō et Abe Shinzō, et ce, parce que beaucoup trop d'auteurs laissent tomber l'aspect évolutif d'un parti dominant. Et plus spécifiquement, ce sont les changements dans les politiques étrangères qui seront au cœur du mémoire puisqu'il n'y a pas assez de recherches qui expliquent pourquoi ces politiques peuvent changer. D'ailleurs, parmi ces recherches, une infime partie considère les politiques taïwanaises du gouvernement japonais. Pourtant, les tensions sino-taïwanaises et l'implication du Japon sont un enjeu extrêmement actuel et important. Cela explique donc la formulation de la question spécifique.

Troisièmement, le mot le plus important dans cette question est « pourquoi ». En effet, les études suggérant des facteurs qui peuvent expliquer pourquoi il y a des changements dans les politiques étrangères du PLD sont rares et limitées. Dans le mémoire, deux grands facteurs ont été sélectionnés pour répondre à la question de recherche : l'influence des factions sous le PLD et la consolidation des forces et des ambitions militaires chinoises. Plusieurs raisons expliquent ces choix. D'abord, certains articles s'intéressent aux raisons internes et d'autres sur les raisons externes. Cependant, peu jumèlent les deux types de facteurs. Deuxièmement, il a été très difficile de trouver des informations sur le système de factions au Japon, et ce, même à l'aide d'une recherche dans les sources anglophones. D'ailleurs, le mémoire tentera de dresser un portrait complet sur les plus grandes factions du PLD afin de répondre à ce manque bien réel dans la littérature actuelle. Quant au facteur externe, la consolidation de la puissance chinoise a été choisie même si plusieurs chercheurs en ont fait leur sujet d'étude. Ce phénomène est lui aussi contemporain et donc, important à étudier. Cependant, la touche personnelle

qu'apportera le mémoire concernant cet argument est que cette consolidation sera mesurée. En effet, rares sont les articles comme celui de Dûchatel (2016) qui, non seulement, offrent un cheminement détaillé de l'évolution des forces et de la présence chinoise, mais qui en plus, réussissent à les quantifier. Le travail de Schreer et Tan (2019) exploré ci-dessus est un exemple qui traduit parfaitement cette limite. La section du mémoire sur la montée chinoise quantifiera donc la croissance de son influence, permettant ainsi de mieux comprendre pourquoi elle peut transformer les politiques étrangères taïwanaises du PLD.

Dernièrement, une dernière précision plus courte est essentielle à souligner. Mis à part les textes de Ferdinand (1994), de Delamotte (2012), d'Umeda (2018), de Hamzawi (2021), de Boucek (2012) et de Malka et al. (2021), tous les autres articles en lien avec le PLD qui ont été présentés dans cette revue de littérature n'incluent pas le concept de « parti dominant » dans leur analyse. Bien qu'ils se rapportent tous à l'étude du PLD et de ses multiples facettes, leurs questions, raisonnements et conclusions ne sont pas reliés à l'aspect « dominant » du PLD. Ainsi, certains peuvent tout de même être pertinents pour comprendre les changements dans un parti dominant puisqu'ils observent les changements dans le PLD, mais ne serait-il pas préférable d'avoir davantage d'analyses liées spécifiquement à ce concept ? Ce mémoire expliquera pourquoi il y a des changements dans les politiques du PLD, mais élargira ensuite ses conclusions afin qu'elles s'appliquent également aux changements dans les partis dominants.

3. Méthodologie

Une bonne compréhension des arguments, du contenu et des conclusions d'un mémoire se doit d'être accompagnée d'outils théoriques et de concepts bien définis pour avoir lieu. Le second chapitre du mémoire se divisera donc en quatre parties. D'abord, pour permettre aux lecteurs de saisir les concepts mobilisés dans la section argumentative, les plus importants seront ici définis. Ensuite, afin d'encadrer l'analyse qui sera menée pour répondre à la question de recherche, l'approche théorique du néo-institutionnalisme historique est sélectionnée et sera présentée. Troisièmement, à l'aide des définitions et des notions qui seront ressorties des deux premières sections, il sera possible de formuler et de dévoiler deux hypothèses de recherche. Finalement, la méthodologie utilisée afin d'arriver à valider ou infirmer ces hypothèses sera introduite.

3.1. Définition des concepts clefs

Plusieurs raisons peuvent expliquer pourquoi il y a eu un changement dans les politiques étrangères taiwanaises du Parti Libéral Démocrate au Japon. Cependant, deux seules possibilités seront explorées dans le mémoire : le rôle des factions ainsi que l'environnement stratégique du Japon marqué par la consolidation des capacités militaires de la Chine. Cette courte section tente de définir au mieux les concepts de « faction » et « d'environnement stratégique » puisque ces termes ne sont pas nécessairement connus par tous les lecteurs. Dans un premier temps, formulée simplement, une faction est un groupe organisé et associé à un parti politique ou à un politicien particulier (Choi, Givens et MacDonald 2021, 938). Il est important de noter que ce ne sont pas tous les partis politiques ni tous les systèmes politiques qui comprennent des factions. De plus, plusieurs factions peuvent coexister sous un seul et même parti. Leurs objectifs principaux sont d'agrandir leur groupe et d'occuper des positions importantes au gouvernement (Ibid.). Plusieurs moyens permettent aux factions de faciliter la croissance de la carrière politique de leurs représentants, tels qu'obtenir du financement, établir un rapprochement avec d'autres factions, posséder des contacts dans les sphères privées, etc. (Browne et

Sunwoog 2003, 109-110). Leur niveau d'influence diffère selon chacune, mais certaines peuvent exercer un grand rôle dans la prise de décisions politiques (Nakakita et Johnson 2020, 29 et 30). De plus, chaque faction se base sur une idéologie politique différente, allant des valeurs de gauche aux normes de droite conservatrices. Au Japon, il existe plusieurs factions connues sous le PLD, mais cinq sont plus importantes et seront présentées dans la première partie argumentative du mémoire. Dans un second temps, le concept d'environnement stratégique constitue le contexte et l'espace dans lequel plusieurs acteurs interagissent sur des questions d'ordres différents. Plusieurs angles peuvent être utilisés pour aborder ces relations, tels qu'un angle axé sur les enjeux commerciaux, environnementaux, etc. L'angle qui sera abordé dans le mémoire concerne les enjeux militaires dans l'environnement stratégique du Japon. Le mémoire se concentrera sur quatre enjeux particuliers : les tensions, les négociations, l'intimidation et les menaces, et ce, en relation avec la Chine. Les tensions militaires émergent souvent lorsque deux ou plusieurs acteurs possèdent des intérêts divergents, mais n'arrivent pas à établir un consensus (Kecskemeti 1955, 518 ; Desportes 2013, 52). Et bien qu'il y ait un froid établi entre les acteurs, ça ne traduit pas un conflit puisqu'aucun d'entre eux n'utilise de la force. Quant aux négociations, il s'agit également d'un acte pacifique, mais qui tente cette fois de régler les différends entre les acteurs puisqu'elles impliquent une coopération et des concessions entre ceux-ci (Rosoux 2013, 797). L'intimidation se rapporte à des actions militaires menées par un acteur en particulier et qui provoquent souvent une inquiétude pour les autres. Celui-ci pratique généralement cette forme d'intimidation afin de convaincre les autres entités à se plier à ses propres préférences (Scobell 2000, 233). Par exemple, en conduisant des exercices militaires à la vue de tous, les capacités militaires sont démontrées et peuvent inciter à la conformité (Ibid.). Finalement, les menaces matérielles ou immatérielles impliquent la possibilité d'un danger pour l'acteur qui en est destinataire (Pion-Berlin 1988, 384). Plus les menaces sont agressives et concrètes, plus l'influence de l'expéditeur

sera grande sur le comportement du destinataire (Ibid.). En somme, les concepts « faction » et « environnement stratégique » feront partie intégrante de la recherche menée dans le mémoire.

3.2. Cadre théorique

Afin de réussir à décortiquer le phénomène ici étudié, qui est le changement de politiques étrangères entre deux administrations d'un même gouvernement, il est essentiel d'identifier un cadre théorique adéquat. L'approche théorique choisie est celle du néo-institutionnalisme historique. Cette sous-section justifiera ce choix tout en présentant les prémisses et auteurs principaux de cette approche. Mais d'abord, qu'est-ce que le néo-institutionnalisme de façon générale ? Le texte de March et Olsen (1984) est reconnu comme l'un des écrits fondateurs sur le néo-institutionnalisme. Dans celui-ci, une nouvelle attention particulière pour les institutions a été dévoilée : les institutions sont un facteur expliquant certains phénomènes sociaux, économiques ou politiques (March et Olsen 1984). Plusieurs chercheurs en science politique, et plus particulièrement en politique comparée, ont repris cette idée pour la développer selon leur propre perspective. Notamment, Lim (2006) offre certaines raisons particulières qui expliquent la pertinence d'étudier les institutions dont deux très intéressantes. Premièrement, elles délimitent l'espace dans lequel les acteurs luttent pour le pouvoir ou pour des intérêts spécifiques (Lim 2006, 85). Deuxièmement, les institutions sont ce qui crée les standards de ce qui est désirable ou non et de ce qui est adéquat ou inadéquat, etc. (Ibid.). En d'autres mots, les institutions encadrent les différents types d'acteurs (tels que les États, les populations, les entreprises, etc.) avec certaines règles et normes et leur fournissent les intérêts pour lesquels se rapprocher ou s'affronter. Il est important de noter qu'une institution ne se limite plus à une entité physique comme un gouvernement ou une armée, elle peut désormais également référer à des idées, des comportements ou des procédures ayant été répétées et reconnues (Ibid.). D'ailleurs, il est plus qu'important de bien définir le concept d'institution puisque celui-ci est au cœur de l'encadrement théorique choisi. Un peu comme mentionné ci-dessus, d'autres auteurs se rattachent à l'aspect immatériel de l'institution pour

mieux la représenter. Dans la perspective de Steinmo, les institutions sont des règles (2014, 367). En effet, ce sont elles qui désignent les acteurs pouvant participer aux décisions politiques en plus de leur indiquer quels comportement et rôle à adopter (Ibid.). Nécessairement, elles exerceront ainsi une grande influence dans les activités politiques (Steinmo 2014, 369). Cette optique peut trouver origine dans l'étude Hall et Taylor (1996) sur le néo-institutionnalisme historique. Ces auteurs sont toutefois beaucoup plus précis sur leur définition des institutions. Ce concept peut ici consister en des procédures et des règles, mais également en des habitudes à adopter, des conventions formelles ou informelles, des normes et traditions, etc. (Hall et Taylor 1996, 938). De plus, les institutions sont intrinsèques au comportement des individus et des autres types d'acteurs puisqu'elles fournissent le cadre moral des actions et des interprétations (Hall et Taylor 1996, 939). Dans un sens, elles construisent ou modifient les identités et les intérêts des acteurs qui font partie de son encadrement (Ibid.). Finalement, les identités, les intérêts et le pouvoir ne seront pas distribués de la même façon dans chaque institution, créant ainsi différents niveaux de puissance et de complicité (Hall et Taylor 1996, 941). En somme, maintenant que le terme institution a été défini, le prochain paragraphe entrera plus en profondeur dans la branche historique du néo-institutionnalisme et présentera les liens de cette approche avec les concepts et phénomènes du sujet de recherche.

Le cadre théorique du néo-institutionnalisme se divise en trois branches distinctes : sociologique, du choix rationnel et historique. La sphère historique semble être celle qui s'imbrique le mieux à l'étude des deux administrations japonaises face à la question taïwanaise pour plusieurs raisons. D'abord, le sujet de recherche prend en compte l'étude d'un parti politique dominant au Japon, le Parti Libéral Démocrate (PLD). Plus précisément, il est question de comprendre pourquoi le PLD, entre le temps où il était dirigé par Koizumi Jun'ichirō et lorsqu'il était dirigé par Abe Shinzō, a modifié certaines de ses politiques étrangères. Cela implique donc une comparaison dans un gouvernement administré par deux premiers ministres différents sur des dates différentes.

Nécessairement, une observation historique de deux organisations institutionnelles doit être menée dans ce mémoire. C'est exactement ce que l'approche néo-institutionnelle historique permet d'accomplir. En effet, selon elle, le moyen le plus efficace pour expliquer des comportements est d'étudier la structure et le contexte institutionnels dans lesquels ils interagissent sans se limiter aux frontières temporelles des comportements en question, mais en les comparant avec d'autres sur une base d'observations historiques (Sanders 2008, 39). Reformulée de façon plus simple, cette approche théorique souhaite expliquer comment et pourquoi des institutions se développent et se transforment, et ce, en regardant l'histoire pour identifier les éléments possiblement influents (Steinmo 2014, 368). L'objectif ultime ici n'est pas de prédire, mais d'expliquer (Steinmo 2014, 371). Il peut être tentant d'établir des prédictions après avoir déterminé des comportements répétitifs dans l'histoire, mais il ne faut pas oublier que tout est sujet à changement et peut évoluer différemment (Ibid.). Bien qu'Hall et Taylor (1996) concentrent leur recherche sur des enjeux de politique publique, leurs théories peuvent également s'appliquer à des phénomènes de nature externe. Ils ont également montré comment l'analyse et la comparaison des institutions nationales sur des fondements historiques peuvent s'avérer très utiles pour expliquer certains phénomènes (Ibid.). La prochaine interrogation est la suivante : quelles sont les notions du néo-institutionnalisme historique pouvant être exploitées dans le mémoire ?

Premièrement, le sujet de recherche et les hypothèses qui seront prochainement présentés feront référence à une multitude d'institutions différentes. Parmi celles-ci sont retrouvés la politique étrangère du PLD, les ministères de la Défense et des Affaires Étrangères, le système de factions, la diplomatie sino-japonaise et nippo-taïwanaise, etc. Deuxièmement, l'aspect historique se traduit quant à lui par l'étude comparative de toutes ces institutions lors de deux ères politiques différentes, celle de Koizumi et celle d'Abe. Finalement, certains des modes d'analyse suggérés plus haut seront employés. Notamment, le mémoire tentera de comprendre si les politiques étrangères vis-à-vis Taïwan ont subi

certaines changements. En somme, cette sous-section a su dépeindre un portrait concis du néo-institutionnalisme historique et de son application pertinente sur le sujet de recherche.

3.3. Hypothèses de recherche

Les concepts clefs et le cadre théorique désormais bien identifiés et définis, il est plus simple de formuler des hypothèses pouvant répondre à la question de recherche. La question, pourquoi peut-on observer des changements dans les politiques étrangères vis-à-vis Taïwan entre l'administration Koizumi et l'administration Abe, est accompagnée de deux grandes hypothèses. 1) L'affaiblissement de l'influence des factions de centre ainsi que la montée des factions de droite à la Diète ont contribué au raffermissement des politiques taïwanaises du PLD sous Abe. 2) Abe fut incité à raffermir les politiques étrangères taïwanaises du PLD face à la consolidation des capacités militaires et au renforcement des ambitions taïwanaises de l'APL. Ainsi, les deux hypothèses impliquent le rôle que les institutions (les factions et l'APL) peuvent exercer dans le processus de prises de décisions politiques des acteurs (Koizumi et Abe).

3.4. Cadre méthodologique

Cette section a pour objectif de présenter les outils qui vont permettre de répondre à la question de recherche. Premièrement, une méthode d'analyse particulière sera appliquée : la méthode comparée. Définie par Gazibo et Jenson, celle-ci tente d'observer certains phénomènes ou acteurs différents mis en relation afin d'en extirper des causalités, comme des régularités ou des exceptions (2015, 27). Pour qu'une comparaison soit efficace et valide, les cas doivent obligatoirement se différencier lorsque mis en relation même s'ils étaient similaires à la base, ou vice-versa (Gazibo et Jenson 2015, 15). Pour cette étude, la comparaison des cas se fera à l'aide du premier scénario, aussi appelé *Most Similar - Different Outcome*. Meckstroth est un des auteurs clefs en lien avec ce processus, il clarifie ses plus grands avantages (1975). Notamment, c'est en comparant deux cas très similaires face à une situation spécifique donnée que les divergences les plus surprenantes et importantes émergeront (Ibid.).

L'objectif du mémoire sera donc d'identifier les divergences entre les administrations de Koizumi et d'Abe afin de comprendre les changements dans leurs politiques étrangères. Deuxièmement, la recherche d'information se fera selon certains critères. D'abord, le premier type de source dans lequel les éléments de réponse seront puisés s'agit des articles scientifiques. Ceux-ci fourniront non seulement des informations factuelles, mais également analytiques. Ensuite, les documents gouvernementaux seront le second type de source le plus utilisé. Les archives ministérielles japonaises, par exemple, offrent la perception et les stratégies du gouvernement et des différents ministères. Finalement, bien qu'elles ne soient pas la meilleure source au sens où les informations ne sont pas vérifiées et acceptées, les faits et données tirés des médias de nouvelle seront tout de même utiles. En effet, puisqu'il peut être difficile de trouver des éléments de réponse officiels puisqu'une grande partie des articles scientifiques à ce sujet ne sont pas rédigés en français ou en anglais, les articles de journaux constituent une alternative acceptable. Il est important de préciser que seules les données factuelles seront extirpées de ce genre d'articles médiatiques, et non pas les commentaires analytiques des rédacteurs.

4. Rôle et influence des factions sur les politiques étrangères du PLD

Jusqu'à la fin des années 1980, le système de factions possédait un rôle institutionnel très important dans la politique japonaise et plus particulièrement dans les partis politiques. Les factions sous le Parti Libéral Démocrate ont été intrinsèquement liées au développement du parti, chacun s'organisant selon les besoins et intérêts de l'autre (Nakakita et Johnson 2020, 9). Mais sont-elles aussi importantes pour le PLD aujourd'hui ? Peuvent-elles réellement influencer les prises de décisions en politique étrangère ? Cette première section argumentative est accompagnée de l'hypothèse suivante : l'affaiblissement de l'influence des factions de centre ainsi que la montée des factions de droite à la Diète ont contribué au raffermissement des politiques taïwanaises du PLD sous Abe. Pour démontrer la validité de cette intuition, cette partie du travail présentera deux sous-arguments. D'abord, la structure et la hiérarchie dans le système de factions du PLD se sont transformées entre Koizumi et Abe. Cette transformation s'accompagne du déclin de l'influence de certaines factions dans les discussions parlementaires. Ensuite, un portrait dessinant l'évolution des cinq plus grandes factions du PLD permettra d'observer une montée des idéologies conservatrices et de droite à l'intérieur du parti. S'en suivra une dernière section constituant la conclusion où les éléments de réponse seront combinés afin de répondre à la question de recherche spécifique.

4.1. Structure et hiérarchie dans le système de factions

Il est ici question d'établir une comparaison entre le système de factions du PLD¹ sous Koizumi et sous Abe. Entre les administrations des deux anciens premiers ministres japonais, la nature même du système s'est transformée et les différences qui en ressortent semblent avoir un impact direct sur les prises de décisions politiques du PLD. La structure et la hiérarchie retrouvées dans le système de

¹ Pour un tableau sur les plus grandes factions du PLD, consultez l'annexe 1.

factions lors de l'ère Koizumi seront d'abord présentées, puis s'en suivront celles sous le pouvoir d'Abe.

4.1.1. Koizumi

Avant les années 2000, la représentation et la communication des intérêts entre les factions et le PLD se faisaient différemment. En fait, les besoins de divers groupes de citoyens étaient communiqués aux factions auxquelles ils étaient affiliés, puis les factions transmettaient à leur tour ces besoins aux dirigeants du parti (Nakakita et Johnson 2020, 29). Ainsi, les intérêts de la population devenaient ceux du PLD. En d'autres mots, il s'agissait d'une structure de communication et de représentation *bottom-up*. Le système de factions fut ébranlé pour la première fois en 1988 à la suite d'immenses scandales et de dénonciations à leur sujet (Nakakita et Johnson 2020, 15-16). Malgré ce coup difficile, la légitimité des factions fut légèrement rétablie après la création de cinq nouvelles factions dans les années 1990 (Ibid.) et ce, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Koizumi Jun'ichirō. Avant d'être élu premier ministre du Japon, Koizumi était membre de la faction conservatrice de droite *Seiwa Seisaku Kenkyūkai* (ou *Seiwakai*). Cependant, lors de sa première campagne électorale en 2001, il déclare ouvertement vouloir détruire le système de factions, il se désaffilie de la *Seiwakai* et invite les membres des autres factions à devenir indépendants (Mulgan 2013, 46). Selon certaines analyses, ce revirement drastique s'explique par la stratégie pensée par Koizumi pour garantir sa victoire (Mulgan 2013, 46 ; Oyama et Tomoki 2010, 8). D'un côté, en se détachant de sa propre faction, qui à cette époque n'était pas très populaire, il avait pour but d'attirer certains membres des autres factions afin d'obtenir leur vote (Oyama et Tomoki 2010, 8). D'un autre côté, en laissant tomber le système de factions critiqué par plusieurs citoyens et députés, il pensait également gagner l'appui de ces derniers (Mulgan 2013, 47). Pour d'autres auteurs tels que Mishima (2007), Koizumi a souhaité affaiblir les factions afin de ne plus être freiné par celles-ci dans ses prises de décisions politiques (739). L'objectif

de l'ancien premier ministre fut presque atteint dans sa dernière année au pouvoir et les répercussions de ses efforts se font encore aujourd'hui ressentir.

Entre 2001 et 2005, de 8% à 10% des membres du PLD étaient indépendants (Nakakita et Johnson 2020, 7). Par contre, à partir de 2005, 83 membres de la Diète nipponne, qui seront plus tard nommés « les enfants de Koizumi », quittent leur faction respective (Ibid.). Le pourcentage augmenta ainsi à 30% dès 2006, puis à 40% en 2014, et ce, même si Koizumi n'était plus au pouvoir à partir de 2007 (Ibid.). Le premier ministre employa plusieurs méthodes pour démontrer son aversion des factions et pour consolider son détachement. Notamment, à plusieurs reprises, Koizumi refusa les demandes ou les plaintes provenant de membres encore affiliés aux factions (Oyama et Tomoki 2010, 7). De plus, il n'était plus autant à l'écoute et respectueux des opinions des factions lorsqu'il devait prendre des décisions organisationnelles importantes pour le parti, telles que la création de son futur cabinet (Shinoda 2013, 84). L'influence des factions étant incontestable avant le XXI^e siècle, elle était désormais réduite à exercer un effet plus que moindre. Force est de constater qu'avec toutes ces tactiques, Koizumi a réussi à se libérer de l'emprise des factions et a établi des politiques qui n'auraient peut-être pas été adoptées si l'opinion des factions avait encore été influente. Par exemple, l'ancien premier ministre avait pour objectif de privatiser les services postaux au pays, un intérêt qu'il exprimait bien avant son élection en 2001 (Mishima 2007, 745). Toutefois, la majorité des factions et des membres du PLD n'étaient pas en accord avec ce projet de loi (Ibid.). En optant pour des mesures coercitives telles que la dissolution de la chambre des représentants en 2004, ainsi qu'en affaiblissant la voix des factions opposées en les ignorant, Koizumi a réussi à ce que la privatisation soit acceptée et adoptée en 2005 (Mishima 2007, 739 et 745).

À la lumière de ces dernières observations, trois grandes conclusions peuvent être formulées. Premièrement, le déclin du système des factions fut, parmi d'autres raisons, enclenché par Koizumi au début des années 2000. Deuxièmement, ce déclin entraîna également avec lui l'influence des factions,

permettant ainsi à l'ancien dirigeant japonais de prioriser un agenda politique propre à ses préférences. Finalement, bien qu'intéressé par certains éléments de politique étrangère (voir l'argument sur les enjeux stratégiques), Koizumi a surtout profité de l'impuissance des factions pour faire avancer des projets de natures domestique et économique. Le système institutionnel des factions s'est donc bel et bien transformé, celui-ci est devenu très faible au niveau de son influence. Toutefois, ce changement ne peut constituer un élément de réponse à l'hypothèse et à la question de recherche. En effet, l'objectif était de démontrer si les factions jouaient un rôle dans la consolidation des politiques étrangères du PLD, et non pas des politiques domestiques. Une observation de la structure du système des factions sous Abe permettra peut-être d'extraire des conclusions différentes.

4.1.2. Abe

Abe Shinzō, successeur de Koizumi à la tête du PLD et donc du gouvernement japonais, avait une vision différente sur l'utilité du système de factions. Il est ici question de démontrer si la façon avec laquelle il a organisé la structure et la hiérarchie des factions a contribué à la consolidation de ses politiques étrangères plus fermes. Comparativement à Koizumi, Abe restitua le système intraparti des factions, plusieurs membres qui étaient devenus indépendants réintégrèrent leur faction lors de ses années au pouvoir (Nakakita et Johnson 2020, 7). La *Seiwakai*, qui est la faction d'Abe et anciennement celle de Koizumi, comptait très peu de membres jusqu'en 2005 (Winkler 2012, 52). Toutefois, lors de l'année suivante, elle commença à prendre de l'ampleur. Si les députés japonais s'y intéressaient de plus en plus, c'est entre autres parce que cette faction avait déjà produit trois premiers ministres et qu'un autre (Abe en 2006) venait de s'ajouter à la liste (Zakowski 2011, 199). La *Seiwakai* se prouvait donc compétente et légitime. Ce regain d'intérêt pour cette faction de droite conservatrice est peut-être le facteur qui peut expliquer la motivation d'Abe à restaurer l'importance des factions dans le système politique du PLD. Malgré une rechute du système lors des années au pouvoir du Parti Démocrate du Japon (PDJ) entre 2009 et 2012 où le pourcentage des membres non affiliés aux factions

s'élevait à 36,7%, le retour du PLD sous Abe en 2012 fit redescendre ce nombre et celui atteignit 21,1% en 2017 (Nakakita et Johnson 2020, 8). La présence des factions désormais rétablie au sein des processus de prises de décisions du PLD, ces factions n'exercèrent cependant pas le niveau d'influence attendu. La décision d'Abe concernant l'existence des factions était contradictoire à celle de Koizumi, mais sa façon d'étouffer leurs opinions lui ressemblait énormément. Abe Shinzō a été un dirigeant prônant la politique étrangère et la sécurité avant toutes autres politiques. Il a donc tenté d'influencer lui-même les factions à adopter ses aspirations.

Le tout premier mandat d'Abe, d'une durée d'un an entre 2006 et 2007, ne reflète cependant pas son autorité supérieure sur les factions. Tout au long de cette année au pouvoir, Abe consacra énormément d'effort dans un rapprochement avec la Chine et dans la croissance économique du Japon (Ramirez 2019, 157). Cependant, ces décisions n'étaient pas celles auxquelles il adhérait le plus (Ibid.). En fait, ces intérêts politiques provenaient des autres factions qui, elles, exerçaient une pression sur Abe (Ibid.). Ainsi, le premier mandat de l'ancien premier ministre ne peut expliquer le renforcement dans ses politiques étrangères quelques années plus tard. Toutefois, son retour en 2012 marque un revirement dans la relation de pouvoir et d'influence entre lui et les factions. Réélu à la tête du gouvernement japonais, Abe était désormais beaucoup préoccupé par la sécurité des citoyens, de la nation et de la souveraineté du pays (Ramirez 2019, 158-159). Il souhaitait que ses politiques en lien avec la révision de la constitution pour une capacité militaire nationale plus développée soient soutenues et partagées par les autres factions (Ibid.). Pour ce faire, Abe misa sur une reconfiguration hiérarchique dans le système de factions. Le chapitre rédigé par Nakakita et Johnson (2020) explique très bien ce phénomène. Comme expliqué plus haut, la représentation des intérêts entre les factions et le PLD se faisait autrefois selon une approche *bottom-up*. Depuis le début des années 2000, le processus s'inversa (*top down*) et fut réellement concrétisé par Abe dans ses deux derniers mandats (Nakakita et Johnson 2020, 29). Les hauts placés du PLD exploitaient désormais les factions afin que

leurs propres objectifs soient transmis et atteints (Ibid.). Formulée autrement, la nature d'une faction était maintenant construite selon les intérêts des hauts placés, ces derniers dictant les actions et opinions auxquelles les membres des factions devaient souscrire (Ibid.). Ces hauts placés constituaient les dirigeants de chaque faction, en d'autres mots, les « numéro deux » du PLD (après Abe) (Nakakita et Johnson 2020, 30). Quant aux autres députés possédant moins d'autorité, ils devaient se résoudre à écouter et à ne presque jamais exprimer des opinions divergentes (Ibid.). Il est donc possible d'observer que le plus haut niveau d'influence était maintenant exercé par Abe et le second niveau par les membres de son cabinet. D'ailleurs, les ministres et autres hauts gradés du Cabinet au Japon sont toujours sélectionnés par le premier ministre. Et donc même si chacun appartenait à une faction en particulier, il était dans leur avantage de se convertir à certaines valeurs d'Abe afin d'obtenir une promotion ou de maintenir leur poste actuel. De plus, comparativement à Koizumi qui n'écoutait aucunement les conseils des chefs de factions pour la constitution de son cabinet (Shinoda 2013, 84), Abe prenait en considération leurs opinions, surtout lorsque celles-ci convergeaient avec les siennes (Ramirez 2019, 161-162). Ainsi, Abe a entretenu et renforcé le système de factions sous le PLD tout en contrant l'opposition qui pouvait en émerger. Les membres des factions n'avaient plus l'influence qu'ils avaient dans les années 1970-80 et les rares qui en exerçaient toujours, les dirigeants des factions, étaient dans l'obligation de se conformer à certaines politiques d'Abe. Tout comme Koizumi, les décisions d'Abe concernant les factions ont porté fruit. L'ancien premier ministre était désormais beaucoup plus autonome et parvint à faire adopter certains de ses projets de loi à la diète, tels que la ratification d'un amendement à l'Article 9 en 2013 (Ramirez 2019, 159). Les raisons qui expliquent cette conformité seront explorées en profondeur dans la seconde section de cet argument.

Enfin, après avoir comparé et analysé la gestion et l'institution du système de factions par Abe, trois grandes conclusions sont soulevées. Premièrement, à partir de son deuxième mandat en 2012, Abe Shinzō reconstitua le système des factions du PLD en invitant les membres du parti à se

réaffilier. Deuxièmement, malgré un retour sur la scène politique, les membres des factions n'ont pas retrouvé leur niveau d'influence et d'autorité exercé à la fin du XXe siècle. Toutefois, ceux qui décidaient d'appuyer les intérêts plus conservateurs de la faction d'Abe se sont vu octroyer davantage de pouvoir. Ainsi, les propositions politiques du cabinet d'Abe sont devenues plus représentées et appuyées au parlement. Dernièrement, dû au phénomène précédent, les intérêts du gouvernement d'Abe, axés principalement sur des valeurs de sécurité nationale incluant des politiques pro-Taïwanaises (voir l'argument suivant), ont pu être acceptés et, dans certains cas, adoptés plus facilement à la diète. En somme, cette sous-section a réussi à montrer que l'influence nouvelle des factions qui adhéraient aux intérêts promulgués par Abe et ses subordonnés a constitué un facteur dans le renforcement des politiques étrangères du défunt premier ministre.

4.2. L'évolution des factions du PLD

Les factions sous le Parti Libéral Démocrate du Japon, au fil des décennies, ont émergé, sont tombées et se sont transformées. Leur niveau d'influence a parfois augmenté, parfois diminué, et leurs valeurs et leur agenda politique se sont adaptés aux enjeux sociétaux contemporains. Cette seconde partie sur l'argument du rôle des factions propose le second sous-argument suivant : l'évolution récente des factions du PLD s'effectua selon un tournant vers la droite et le conservatisme, un nouveau climat étant propice aux politiques étrangères raffermies d'Abe. Afin de renforcer les conclusions dans le paragraphe précédent, il sera ici question de trouver si un lien existe entre ce nouveau tournant conservateur et la consolidation de l'influence des factions dites « de droite ». Cette section se divise donc en deux paragraphes, le premier démontre la montée des factions de droite, le second présente l'affaiblissement des factions plus centrées et libérales.

4.2.1. Factions de droite : Montée et adaptation

Une multitude de factions classées conservatrices et de droite s'institutionnalisent autour des normes et des standards du PLD. Dans le premier paragraphe, il est question de retracer l'évolution

des trois plus grandes factions de droite entre l'administration de Koizumi et celle d'Abe afin de déterminer si elles ont progressé ou décliné en termes de popularité. Le second paragraphe offre quant à lui quelques données et faits additionnels ainsi que des explications plus approfondies sur les résultats obtenus. Dans un premier temps, la faction *Seiwakai* est considérée comme l'un des groupes intrapartis les plus situés à droite sur l'axe politique (Nakakita et Johnson 2020, 4 et 9). Elle se catégorise également comme étant très conservatrice ainsi que nationaliste, et est orientée vers des politiques pour le développement de la sécurité, des forces militaires et de l'économie (Ka Mei 2023, 3 ; Nakakita et Johnson 2020, 9). De plus, et ceci consiste en un élément très pertinent pour cette recherche, il s'agit de la faction considérée comme la plus pro-Taïwanaise (Takagi 2006, 113 ; Zakowski 2023, 5). À l'époque de Koizumi Jun'ichirō, la *Seiwakai* était perçue comme un important groupe, mais ne se situait pas dans l'échelon des trois plus grandes factions (Winkler 2012, 52). Qui plus est, ni elle ni aucun autre groupe n'avaient l'occasion de grandir puisque le système des factions était découragé par Koizumi. Cependant, dès que l'ancien premier ministre fut remplacé par Abe Shinzō en 2006, la faction de droite *Seiwakai* prit énormément d'ampleur (Zakowski 2011, 199). Non seulement Abe était un nouveau dirigeant national prenant origine dans cette faction, mais celui-ci encourageait également le rétablissement du système (voir le sous-argument ci-dessus). Plus particulièrement à partir du second mandat d'Abe, la *Seiwakai*, ou la faction d'Abe, gagne en popularité (Park 2015, 25). En 2008, 88 membres de la Diète japonaise appartiennent à cette faction et en 2018, le nombre s'élève à 94 (Global Security 2018). Aujourd'hui, il s'agit de la plus grande faction sous le PLD. Ainsi, il est possible d'affirmer que la faction *Seiwakai* conservatrice pro-Taïwanaise a réellement subi une évolution montante plutôt que régressive. Dans un deuxième temps, la faction *Shikōkai*, plus communément appelée la faction d'Asō (Asō Tarō étant un ancien premier ministre du Japon), occupe la seconde place en termes de grosseur parmi les autres factions de droite du PLD. Cette faction déclare posséder comme valeurs premières la démocratie, la liberté et la prospérité (Zakowski 2011, 200).

Auparavant, la faction d'Asō se nommait *Banchō Seisaku Kenkyūjo* et était beaucoup plus faible (Tokyo Review 2022). Ce groupe préserve son statut jusqu'en 2017, lorsqu'il établit une coalition avec deux autres plus petites factions (*Santō et Tanigaki Group*) (MacArthur Bosack 2017), et devient ainsi la faction la plus importante du PLD après celle d'Abe. Entre 2008 et 2018, le nombre de députés élus affiliés à cette faction passe de 20 à 59, soit une augmentation de 39. Le groupe *Shikōkai*, bien qu'axé sur la liberté et le bien-être, utilise justement ces critères pour justifier le besoin d'acquérir une meilleure force de défense dans le but de protéger la liberté et la démocratie japonaise et internationale (Zakowski 2011, 200 ; Lee et Dedominicis 2017, 10). Asō Tarō s'est d'ailleurs déjà exprimé sur son accord à la révision de l'Article 9 ainsi qu'au soutien de Taïwan (Zakowski 2011, 200 ; Dreyer 2012, 291). En somme, la faction *Shikōkai* est un autre exemple qui démontre concrètement la montée des factions de droite en faveur de politiques étrangères raffermisses. Dans un dernier temps, la troisième plus grande faction de droite s'agit de la *Shisuikai*, aussi connue sous le nom d'*Atarashii Nami*. Bien qu'il ait été plus difficile de trouver des renseignements sur cette faction dans la littérature, dans les médias ou sur les sites gouvernementaux, assez d'informations ont été accumulées pour démontrer son développement. Composée de plusieurs sous-factions incluant *Nikai*, un groupe pro-Chine, la *Shisuikai* se caractérise tout de même de très conservatrice et est fortement consentante à la révision de la Constitution concernant les forces d'autodéfense japonaises (Global Security 2018 ; Nakakita et Johnson 2020, 30). Il est possible de voir sa progression en comparant les nombres de sièges de la diète occupée par ces membres en 2008 et en 2018, soit de 18 à 44 sièges en dix ans (Global Security 2018). Finalement, après avoir dressé le portrait des trois plus grandes factions de droite depuis l'époque de Koizumi au pouvoir jusqu'à la fin de celle d'Abe, il est possible de formuler une conclusion. Se catégorisant comme étant des factions plus faibles au début des années 2000, la *Seiwakai*, la *Shikōkai* ainsi que la *Shisuikai* ont toutes pris énormément d'ampleur au sein du PLD, les deux premières étant d'ailleurs devenues les deux plus importantes du parti. Cette ampleur fut acquise

principalement à partir du deuxième mandat d'Abe. Se catégorisant chacune en tant que nationaliste, conservatrice et favorable aux révisions de l'Article 9, leur montée prouve simultanément une consolidation des valeurs similaires à celles d'Abe au parlement. Le sous-groupe *Nikai* de la faction *Shisuikai* constitue la seule exception puisqu'il est contre un appui renforcé envers Taïwan. Cependant, le *Nikai* ne constitue pas une grande force dans sa faction. Son opposition n'est donc pas considérée ici comme étant très significative. Nécessairement, en faisant face à moins d'opposition sur les politiques étrangères raffermiss, il a probablement été plus simple pour Abe de les adopter. De plus, le nombre croissant des membres de la diète pro-Taïwanais signifie aussi une politique étrangère pro-Taïwanaise plus facile à consolider. Certaines raisons additionnelles expliquent l'évolution des factions de droite pro-Taïwan et d'autres éléments démontrent la concrétisation de leur influence. Ces derniers seront présentés dans le prochain paragraphe de cette section.

La situation observée ci-dessus, étant la montée des factions de droite pro-amendement et pro-Taïwan selon leur popularité à la diète japonaise établie à partir de résultats électoraux, n'est pas le seul facteur expliquant la consolidation de la droite politique et du conservatisme au PLD sous Abe. L'ancien premier ministre et les dirigeants des factions eurent eux-mêmes un rôle à jouer dans le tournant vers la droite nationaliste pour lequel les factions ont opté. Comme expliqué dans la section ci-dessus sur l'évolution du système de factions, la nouvelle approche *top down* appliquée par Abe a créé plusieurs changements. Notamment, les intérêts du PLD sont devenus les nouveaux enjeux prioritaires dans l'agenda des factions et non le contraire, et les hauts placés des factions sont devenus les seuls membres de la diète à exercer une autorité réelle. Il est ici proposé que ces deux changements ont directement contribué à la montée de la droite dans les factions. En premier lieu, les intérêts du PLD à l'époque de Koizumi se résumaient entre autres autour de la prospérité économique, du nationalisme et de certaines politiques de défense (Ka Mei 2023, 2). Abe était en accord avec la majorité des projets de son prédécesseur, Abe ayant lui-même visité le sanctuaire Yasukuni en 2013

et ayant prôné une meilleure économie ainsi qu'un rapprochement avec les États-Unis (Ramirez 2019, 155-156). Cependant, ces objectifs sont devenus beaucoup plus concrets sous Abe, et ce dernier fut beaucoup plus drastique dans ses politiques étrangères (Ibid.). La révision de l'Article 9, une nouvelle législation sur la sécurité nationale ainsi qu'un soutien raffermi pour Taïwan, sont tous devenus des priorités du PLD. Une des grandes stratégies employées par Abe pour garantir un appui pour ces politiques fut la sélection particulière des membres de son cabinet. Plusieurs articles démontrent non seulement une consolidation de la droite conservatrice dans les factions, mais également dans les différents cabinets de l'ancien dirigeant nippon. Selon Zakowski, plusieurs membres des factions davantage de droite ont occupé des positions gouvernementales très importantes (2020, 258). Par exemple, Ishiba Shigeru, de la faction *Ishiba* qui prône une remilitarisation du Japon pour contrebalancer le renforcement des forces chinoises, était secrétaire général en 2012 et Asō Tarō était le ministre des Affaires étrangères en 2006 (Zakowski 2020, 258 ; Lee Hae-In et Dedominicis 2017, 10). De plus, lorsqu'Abe forma son cabinet en 2012, 13 des 19 membres sélectionnés faisaient partie du groupe *Nippon Kaigi*, la plus grande organisation politique de droite pro-Taïwan et pro-amendement au Japon (Narusawa 2013, 7). Pour solidifier davantage cette proposition, et ce, malgré un manque flagrant d'informations factuelles dans la littérature, il a été question de vérifier et de comparer les données fournies par le gouvernement japonais. Plus précisément, le nom de chaque ministre depuis 2012 apparaît sur le site du gouvernement, il fut question d'identifier chaque ministre à leur faction respective afin d'évaluer la présence de la droite dans les différents cabinets². Entre le cabinet de 2012 et le cabinet de 2018³ d'Abe, il est possible de voir une augmentation importante dans le nombre de ministres nommés appartenant à des factions pro-taïwanaises. En 2012, 7 ministres sur 19 étaient membres de ces factions (incluant *Seiwakai*, *Shisuikai*, *Shikōkai* et *Suigetsukai*) alors qu'en

² Pour la composition du Cabinet du Premier Ministre japonais en 2012, consultez l'annexe 3.

³ Pour la composition du Cabinet du Premier Ministre Japonais en 2018, consultez l'annexe 4.

2018, il y en avait cinq de plus (Kantei 2014 ; Kantei 2018). Il est donc possible d'observer une hausse de la droite conservatrice dans le cabinet de l'ancien premier ministre entre le début de son second et troisième mandat. Malheureusement, les archives du gouvernement nippon n'offraient pas les données avant 2012, ce qui explique pourquoi la comparaison n'est pas établie avec le premier mandat d'Abe. De plus, si les cabinets formés par Koizumi ne sont pas présentés, c'est parce que cet ancien dirigeant ne sélectionnait pas les membres selon leur appartenance aux factions. Et donc, même si ses cabinets avaient expérimenté une forte présence de la droite, cette information ne serait pas pertinente à l'hypothèse de recherche qui s'intéresse seulement à la montée de la droite institutionnalisée par les factions. En deuxième lieu, les dirigeants et hauts placés des factions sont également responsables de la consolidation de la droite dans leur propre faction et par ce fait même, de l'appui aux politiques étrangères raffermies d'Abe. Certaines études ont démontré que certaines factions ont en fait volontairement transformé leurs valeurs et intérêts afin de s'adapter à celles de la faction d'Abe (*Seiwakai*) et ce, dans le but de rehausser ou de préserver leur importance (en termes de grandeur) dans la diète. En effet, puisque la faction *Seiwakai* est devenue le plus grand groupe intraparti du PLD, elle gagna un pouvoir d'influence beaucoup plus important sur les prises de décisions et donc, sur les autres factions (Park 2015, 25). Ainsi, pour risquer d'obtenir moins de votes lors des élections à la diète, certaines factions ont préféré se rapprocher de celle d'Abe en l'appuyant sur ses intérêts politiques (Nakakita Johnson 2020, 30 ; Sato 2020, 1). D'ailleurs, cela explique pourquoi la faction *Shisuikai*, qui comprend le sous-groupe *Nikai* pro-Chine, appuie tout de même Abe dans ses politiques étrangères axées sur la défense contre la Chine et pourquoi Asō est devenu un allié aussi important pour Abe (Ibid.). De plus, la possibilité d'obtenir l'une des fonctions les plus importantes au gouvernement, soit un poste au Cabinet du premier ministre, est peut-être un autre facteur qui peut expliquer pourquoi les hauts placés des factions de droite ont voulu établir un rapprochement avec la faction d'Abe. Force est donc de constater qu'avec cet appui grandissant des factions pour les conservateurs de la *Seiwakai*,

l'agenda politique de ces derniers est indéniablement plus représenté et appuyé au parlement bicaméral japonais. En somme, ce second paragraphe a montré comment Abe et les dirigeants des factions ont contribué à la consolidation de la droite et de la perspective pro-amendement dans les factions du PLD. D'abord, comparativement à son prédécesseur Koizumi, Abe a exploité le système des factions pour renforcer l'appui de ses politiques étrangères et de défense considérées plus drastiques. Notamment, l'ancien dirigeant sélectionnait une bonne partie des membres de son cabinet selon leur appartenance aux factions de droite conservatrices en accord avec les révisions de la constitution. Puis, les hauts placés de certaines factions de droite ont volontairement modifié leurs intérêts politiques en s'adaptant à ceux de la *Seiwakai* dans le but de garantir leur survie et leur importance à la diète. Ils ont donc pris part à la majorité des politiques étrangères et de sécurité d'Abe, incluant les politiques vis-à-vis Taïwan.

4.2.2. Factions de centre et centre gauche : déclin et/ou adaptation

Le Parti Libéral Démocrate du Japon, bien qu'identifié comme force politique de droite et conservatrice, comporte également des factions conservatrices modérées, plus centrées et libérales. Cependant, il est ici suggéré que ce type de faction n'était plus aussi influente au temps d'Abe Shinzō que sous l'administration de Koizumi Jun'Ichirō, et ce, pour deux raisons. D'abord, leur popularité en matière du nombre d'élus à la diète s'est fortement réduite sous le PLD d'Abe. Ensuite, certaines factions ont plutôt préféré adapter leur agenda politique aux intérêts populaires afin de garantir leur survie, laissant ainsi de côté leur nature plus libérale et centrée. L'analyse de ces deux propositions démontrera si le déclin et l'adaptation des factions de centre sont bien réels et par ce fait même, prouvera si ces transformations ont contribué aux renforcements des politiques étrangères d'Abe. Il est important de mentionner que la littérature sur les factions plus centrées est beaucoup plus étriquée que celles sur les factions de droite au sens où peu d'auteurs s'intéressent à leur évolution. Cette section sera donc plus courte que la précédente. Néanmoins, il est tout de même pertinent de présenter les

éléments de réponse trouvés afin de compléter au mieux l'argument sur le développement et l'influence des différentes factions du PLD.

Deux grandes factions sont reconnues pour leurs discours et agenda politique de nature plus centrée et axée sur les décisions pacifiques et démocratiques : la faction *Kōchikai* et la faction *Heisei Kenkyūkai* (ou *Heiseiken*). Il s'agit ici de présenter l'affaiblissement de la popularité et de l'influence de ces deux factions. Premièrement, le groupe intraparti *Kōchikai* consiste en la quatrième plus grande faction du PLD et est actuellement dirigé par Kishida Fumio. Prenant racine dans la Doctrine Yoshida, une doctrine prônant la paix et le développement économique avant tout chose, cette faction n'a pas dans ses priorités les politiques de défense et de sécurité (Zakowski 2020, 208). En fait, la *Kōchikai* constituait la plus grande opposition à la révision de l'Article 9 au début des années 2000 et appuyait la Chine sur la question taïwanaise (Zakowski 2011, 202 ; Zakowski 2023, 5). Bien qu'elle se situe encore aujourd'hui dans le palmarès des cinq plus grandes factions du PLD, sa présence au parlement japonais a bel et bien diminué entre les administrations de Koizumi et d'Abe. En 2008, 61 membres de la faction siégeaient à la diète alors qu'en 2018, le total s'abaissait à 47 (Global Security 2018). Nécessairement, un nombre plus faible de députés élus traduit une représentation plus faible de la faction et de ses intérêts politiques. Ainsi, entre le début des années 2000 et 2018, la faction *Kōchikai* expérimenta une baisse dans sa popularité, soulignant une baisse des valeurs plus centrées dans le PLD. Le parcours de la deuxième faction de centre la plus importante est environ le même. *Heiseiken*, aussi connue sous le nom de plusieurs de ses dirigeants tels que Motegi Toshimitsu et Tanaka Kakuei, a été pendant longtemps la plus grande faction du PLD (Winkler 2012, 52). Cependant, après avoir été accusée de corruption et de plusieurs scandales, elle perd de sa popularité à partir des années 1990-2000 (Nakakita et Johnson 2020, 1 et 2). La faction *Heiseiken* possédait également des valeurs conservatrices, mais celles-ci étaient plus modérées que le discours conservateur de la *Seiwakai* (Ibid.). Notamment, les dirigeants de cette faction ont toujours

soutenu l'idée d'une bonne relation avec la Chine malgré sa montée en puissance, ceci s'expliquait entre autres par leur intérêt prioritaire pour une bonne économie nationale (Nakakita et Johnson 2020, 1 et 2 ; Zakowski 2023, 5). De plus, la faction *Heiseiken* est toujours restée fidèle au principe d'une Chine unique (Zakowski 2023, 5). Cependant, elle possède quelques similitudes avec la faction *Seiwakai* dans ses politiques étrangères. Notamment, l'un des anciens dirigeants de la faction, Nakasone Yasuhiro, a participé à la composition de la première ébauche sur les révisions de l'Article 9 en 2005 (Titli 2018, 549). En d'autres mots, la faction *Heiseiken* est favorable au renforcement des forces d'autodéfense, mais elle ne l'est pas sur des enjeux tels que Taïwan ou la relation avec la Chine. Tout comme la *Kōchikai*, elle expérimenta un déclin dans sa présence au parlement japonais. En 2001, 101 députés *Heiseiken* furent élus alors qu'en 2018, seulement 55 représentaient la faction (Titli 2018, 548; Global Security 2018). Et donc, Abe fit face à moins d'opposition provenant de cette faction lors de ses années au pouvoir, et plus particulièrement lors de sa dernière administration. Qui plus est, cette opposition n'était peut-être pas aussi importante que celle de la faction *Kōchikai* aux yeux d'Abe puisqu'elle ne concernait pas toutes les politiques de sécurité raffermissées de l'ancien premier ministre. En somme, ce premier paragraphe a prouvé que deux des plus grandes factions du PLD, caractérisées par un agenda plus centré au conservatisme modéré, se sont véritablement détériorées entre l'administration de Koizumi et celle d'Abe. En comptant moins de sièges occupés par les membres des factions *Kōchikai* et *Heiseiken*, la diète japonaise favorisait probablement davantage une consolidation dans l'appui des politiques étrangères d'Abe, incluant le soutien raffermissé pour Taïwan. Certaines autres raisons qui expliquent le déclin des valeurs centrées au PLD ainsi que quelques facteurs additionnels renforçant le soutien aux intérêts d'Abe seront présentés dans le prochain paragraphe.

Le cheminement des factions *Kōchikai* et *Heiseiken* (selon leur taille à la diète) désormais retracé, il est ici question de développer l'analyse concernant l'évolution de leur agenda politique ainsi

que de leur influence. En effet, certains facteurs autres que le nombre de députés élus expliquent l'affaiblissement des politiques plus centrées et libérales au PLD. Un peu comme dans la section sur la montée des factions de droite pro-Taïwan, il est ici suggéré qu'Abe et les dirigeants des factions sont personnellement impliqués dans ce phénomène. D'abord, l'influence de la faction *Kōchikai* plus particulièrement, a fortement diminué dans les positions d'autorité supérieures. Lorsqu'Abe composa son cabinet en 2012, 6 des 19 ministres provenaient de la faction *Kōchikai* (Kantei 2014). Soit un seul de moins que le nombre de ministres affiliés au *Seiwakai* (Ibid.). En 2018, lorsque le Cabinet devait être reformé, Abe ne sélectionna cette fois que trois membres de la faction plus centrée (Kantei 2018). Cette réduction traduit donc une perte du pouvoir dans les prises de décisions pour la faction *Kōchikai*. Cet argument ne s'applique cependant pas à la faction *Heiseiken* puisque le nombre de ses membres, étant un seul, aux cabinets d'Abe n'a pas changé entre les deux années (Kantei 2014 ; Kantei 2018). Ensuite, et consistant l'argument le plus complet, les dirigeants de la faction *Kōchikai*, incluant Kishida Fumio, ont pris la décision de modifier leurs opinions politiques afin de les adapter à celles de la faction dominante *Seiwakai*. Comme vu dans le paragraphe plus haut, les intérêts de cette faction ont longtemps été intrinsèques aux mesures pacifiques, à l'économie et à une perspective prochinoise. Kishida avait même employé le mot « colombe » pour décrire sa faction et « faucon » pour décrire celle d'Abe (Harris 2021, 91). Cependant, comme certaines factions de droite qui se sont rapprochées de la faction *Seiwakai* pour survivre ou accroître leur présence à la diète, Kishida opta pour la même approche. La faction d'Abe étant devenue dominante, Kishida n'avait d'autres choix que de concéder à certaines de leurs politiques s'il souhaitait maintenir l'implication de sa faction dans le processus de prises de décisions du PLD (Ibid.). Notamment, il abdiqua aux politiques de sécurité en laisse la porte ouverte aux négociations sur les révisions constitutionnelles (Ibid.). Ainsi, la faction *Kōchikai* effectua un tournant vers la droite conservatrice en réponse aux « sacrifices » de Kishida. Quant à la faction *Heiseiken*, il n'a pas été possible de trouver des sources pouvant confirmer si ses dirigeants ont

également eu un rôle à jouer dans son déclin. En concluant, ces deux paragraphes ont montré que l'affaiblissement des factions de centre était un phénomène réel au gouvernement japonais entre les administrations de Koizumi et d'Abe. Plus particulièrement, il a été possible de déterminer deux facteurs explicatifs : la sélection d'Abe pour les postes les plus importants en politique nationale ainsi que les concessions des dirigeants *Kōchikai* pour la survie de leur faction. Cependant, ces deux facteurs ne peuvent s'appliquer à la faction *Heiseiken* puisqu'il n'y avait pas de littérature pour appuyer cette relation. Même si la *Heiseiken* n'est pas significative dans ce cas précis, le mémoire considère que les éléments de réponse associés à la faction *Kōchikai* sont suffisants puisque celle-ci est une faction encore très importante à la diète nipponne.

4.3. Discussion et conclusion

Après avoir dépeint la structure, le fonctionnement hiérarchique et l'évolution des factions sous le Parti Libéral Démocrate entre l'administration de Koizumi et de celle d'Abe, il est désormais plus simple d'identifier certains éléments de comparaison. Ces similitudes et divergences permettront de confirmer ou d'invalidier le lien entre le rôle des factions et le raffermissement des politiques taïwanaises du PLD entre les deux anciens dirigeants nippons. Cet argument comportait deux volets : le niveau d'influence et la présence des factions au sein du gouvernement japonais. Le premier sous-argument a montré qu'entre 2001 et 2006, le système de factions fut en grande partie démantelé par le gouvernement de Koizumi Jun'ichirō. Ce dernier n'accordait aucun intérêt à ce système et prônait l'indépendance des membres du PLD. À partir de son second mandat en 2012, Abe Shinzō emprunta une direction différente et rétabli le système en lui redonnant de l'importance et de l'autorité. Bien que différentes, les tactiques empruntées par les deux anciens premiers ministres possédaient un objectif commun : diminuer l'opposition afin de consolider leurs pouvoirs et intérêts politiques. D'un côté, le gouvernement de Koizumi souhaitait éliminer toutes formes d'influence provenant des factions afin que ses politiques soient adoptées plus facilement. Entre autres, cela lui a permis de faire passer des

projets de loi en lien avec l'économie nationale qui suscitaient énormément d'opposition à l'intérieur du parti, tels que la privatisation des services postaux ou certaines réformes sur le système financier des gouvernements locaux (Uchiyama 2011, 128-129). D'un autre côté, à l'aide d'une approche *top down*, le PLD sous Abe diminuait également l'influence de certaines factions, mais renforçait celle des factions qui se conformaient à ses valeurs. Notamment, les modifications constitutionnelles concernant les forces d'autodéfense qui étaient fortement critiquées et contrées par d'autres factions ne l'étaient plus autant (Ramirez 2019, 156). Ainsi, en manipulant le degré d'autorité des factions, Koizumi et Abe ont tous deux réussi à renforcer certains projets politiques proposés par leur gouvernement. Cependant, la nature de leurs projets n'était pas similaire, une était plutôt ancrée dans des intérêts économiques alors que l'autre prônait la sécurité et la politique étrangère. Force est donc de constater que dans le cas de Koizumi, le rôle des factions n'a pas été significatif dans l'adoption de politiques plus fermes vis-à-vis Taïwan. Premièrement, l'opinion des factions n'était pas importante ni influente. Deuxièmement, les politiques du PLD sous Koizumi étaient moins centrées sur les questions de politique étrangère et encore moins taïwanaise. Toutefois, le système de factions semble avoir été un facteur explicatif dans la consolidation du gouvernement nippon face à Taïwan sous l'administration d'Abe. Pour appuyer cette proposition, le second volet de cet argument a exploré l'évolution des différentes factions au sein du PLD. Entre 2001 et 2020, la présence croissante des factions de droite plus conservatrices et s'apparentant à la faction d'Abe a été observée, alors que les factions centrées qui se déclaraient opposées à l'indépendance de Taïwan se sont affaiblies. En effet, non seulement le nombre de membres des factions *Seiwakai*, *Shikōkai* et *Shisuikai* élus à la diète et nommés au Cabinet du premier ministre était plus important à l'ère d'Abe⁴, mais les opinions pro-amendement et pro-Taïwanaises se sont également consolidées au même moment. Cette consolidation s'explique par la

⁴ Consultez l'annexe 5 pour la composition du Cabinet du premier ministre japonais en 2012 et en 2018 selon le nombre de membres en faveur ou en opposition aux politiques d'Abe.

transformation des priorités du PLD, qui étaient autrefois les demandes de la population et qui sont devenues les intérêts personnels du gouvernement en place. L'administration Abe, ayant à cœur des questions de sécurité et de politique étrangère, s'est assurée d'atteindre ses objectifs par plusieurs moyens, tel que d'offrir des promotions et autres avantages aux factions en échange de leur soutien au parlement. La faction *Kōchikai* autrefois pro-Chine est devenue pro-Taïwan afin d'assurer sa survie à la diète japonaise et pour obtenir une plus grande autorité dans les prises de décisions. D'autres factions comme la *Heiseiken*, qui ont tenté de garder un pied ferme sur leurs opinions comptaient maintenant très peu d'élus. Nécessairement, l'appui pour les politiques d'Abe était donc plus solide au sein du parlement, ce qui a probablement facilité l'ancien dirigeant à raffermir la position du pays vis-à-vis Taïwan. La question de recherche « pourquoi y a-t-il eu un changement dans les politiques taïwanaises du PLD entre l'administration de Koizumi et celle d'Abe ? » peut donc être en partie expliquée. Ce changement, qui peut être décrit comme une consolidation de la position pro-Taïwanaise, s'est opéré, car les opinions des factions traditionnellement contre ont perdu en importance et en influence lorsqu'Abe était au pouvoir. Cependant, l'entièreté de cet argument sur les factions est limitée. En effet, puisque l'existence des factions n'était plus considérable ni légitime à l'époque de l'administration Koizumi, l'argument du système de factions ne peut être considéré comme facteur explicatif. Les factions n'ont pas eu de rôle à jouer dans la prise de décisions sur questions de politique étrangère puisqu'elles n'existaient presque plus et que Koizumi s'intéressait surtout à l'économie nationale. En somme, il est possible de répondre à la question de recherche avec l'argument du rôle des factions, mais seulement dans le cas du gouvernement d'Abe Shinzō.

5. La puissance chinoise : un enjeu stratégique déterminant

Selon l'approche théorique du néo-institutionnalisme, les institutions créent les règles et les normes auxquelles les acteurs doivent se conformer (Lim 2006, 85). Plus particulièrement, elles peuvent transformer les intérêts politiques des acteurs et les influencer à adopter certains comportements (Ibid.). Dans le contexte du sujet de recherche de ce mémoire, les acteurs en question sont les administrations du Parti Libéral Démocrate (PLD) sous Koizumi Jun'ichirō et sous Abe Shinzō. Quant aux institutions déterminant les standards et normes de ces deux administrations, elles peuvent prendre plusieurs formes. Dans ce second argument, il sera question d'introduire un élément cette fois externe à la politique domestique nipponne et qui a influencé lui-même les institutions japonaises : L'Armée Populaire de Libération (APL). Rappelons que la question de recherche tente d'expliquer pourquoi il y a eu un changement dans les politiques étrangères taïwanaises entre Koizumi et Abe. La deuxième hypothèse suggère que l'environnement stratégique du Japon est marqué par un développement inquiétant des forces et des ambitions chinoises vis-à-vis Taïwan entre Koizumi et Abe, expliquant ainsi le raffermissement des politiques étrangères sous Abe. Cette section du mémoire sera divisée en trois parties. Premièrement, le renforcement des capacités militaires chinoises et la consolidation de la présence et des démonstrations de l'APL entre Koizumi et Abe seront démontrés. La seconde partie de l'argumentation présente les politiques adoptées par les gouvernements de Koizumi et d'Abe en réponse à ce phénomène. Finalement, une discussion qui se conclut sur une réponse à la question de recherche est offerte.

5.1. Les capacités et ambitions militaires chinoises en croissance

Le contexte national expérimenté par le gouvernement japonais s'est transformé depuis les deux dernières décennies, laissant place à de nouvelles polémiques. Notamment, les hostilités entre les dirigeants chinois et taïwanais concernant le statut de souveraineté de Taïwan se sont accentuées. Le soutien du gouvernement nippon pour Taïwan s'est d'ailleurs également accentué au même moment,

et plus particulièrement sous l'ancien premier ministre Abe Shinzō. Pourquoi ce soutien n'était-il pas aussi présent lors de l'administration de son prédécesseur Koizumi Jun'ichirō ? La première sous-hypothèse propose qu'Abe a adopté des politiques étrangères plus fermes puisque l'armée chinoise est devenue beaucoup plus puissante et par ce fait même, préoccupante, lors de ses années au pouvoir. Les trois prochains paragraphes démontreront la validité ou l'invalidité de cette intuition. D'abord, l'évolution de l'APL en termes de budget, d'équipements et d'organisation sera présentée⁵. Ensuite, il sera question de mesurer la croissance des démonstrations et des ambitions militaires chinoises. Puis, une conclusion comparera les éléments trouvés et présentera leur niveau de validité en tant que facteur expliquant le raffermissement des politiques taïwanaises du PLD sous Abe.

5.1.1. La consolidation des forces de l'APL

L'Armée Populaire de Chine à l'époque de Koizumi, soit entre 2001 et 2006, possédait déjà d'immenses capacités en matière d'équipements et de soldats. L'armée de terre était le secteur militaire de l'APL le plus développé (Saunders et Wuthnow 2019, 3). En effet, ce secteur comptait à lui seul 1,6 million de soldats, le nombre d'équipements d'artillerie s'élevait à 11 000 et des d'autres types d'armements tels que les chars d'assaut montaient à 6 500 (Département de la défense 2005, 43). Comparativement aux forces chinoises navales (290 000 employés et une centaine de bateaux/missiles d'attaques) ou aux forces de l'air (1 500 pilotes et 780 avions d'attaque), l'armée de terre était extrêmement développée (Département de la défense 2005, 44). Ceci s'explique, parmi d'autres raisons, par le fait qu'à cette époque, le gouvernement chinois sous Hu Jintao mettait beaucoup plus d'importance sur l'armée de terre (Saunders et Wuthnow 2019, 3). Les enjeux traversés par le Parti Communiste Chinois (PCC) dans les décennies précédentes avaient nécessité ce type de force, mais les tensions montantes dans la mer de Chine orientale ont actionné un changement. En effet, des enjeux

⁵ Pour comparer les capacités des secteurs de terre, d'eau, d'air et de seconde artillerie de l'APL, consultez les tableaux de l'annexe 6.

comme celui avec Taïwan ont influencé Hu Jintao à entreprendre des réformes pour couper dans l'armée de terre, maintenant jugée moins utile, et renforcer les forces maritimes et de l'air (Hartnett 2014, 34 et 50). Cependant, selon plusieurs chercheurs, ces réformes n'ont pour la plupart pas été menées jusqu'au bout, elles ont été inefficaces (Chen 2019, 98 ; Lim 2022, 6 ; Saunders et Wuthnow 2019, 3). L'organisation et les équipements de l'APL navale et de l'air se sont légèrement améliorés, mais le renforcement des troupes de terre constituait encore la priorité (Ibid.). Ainsi, l'Armée Populaire de Chine au temps de Koizumi était très puissante au niveau terrestre, mais l'était moins sur l'eau et dans les airs.

La prévalence du développement des forces de terre de l'APL a entamé un véritable déclin à l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012, soit à la même année où Abe fut élu au gouvernement japonais. Le président de la République Populaire de la Chine (RPC), encore aujourd'hui en fonction, a déclaré vouloir reprendre les réformes de son prédécesseur (Panda 2015). Cette fois, la plupart de ces objectifs furent réalisés rapidement. Les transformations débutèrent en 2015 et Xi Jinping affirma qu'elles seraient complétées d'ici 2035 (Gill 2020, 9). Notamment, en 2015, Xi annonce que l'armée de terre sera réduite de 300 000 effectifs (Panda 2015). De plus, l'organisation et l'équipement des forces navales et de seconde artillerie (missiles) sont développés et renforcés (Gill 2020, 10, 11, 12). Quelques années plus tard, les capacités de l'APL ne sont plus ce qu'elles étaient. En 2020, soit toujours au même moment où Abe était premier ministre, le personnel de l'armée de terre a diminué à 1,03 million et les équipements en artillerie à 6 300 (Département de la défense 2020, 164). Quant aux forces maritimes, le nombre de navires de guerre a augmenté de 102, avec un total de 217 (Département de la défense 2020, 165). Cette augmentation peut sembler faible, mais ne l'est pas du tout. La flotte et les sous-marins de l'APL à eux seuls comptabilisent un plus grand total que celui de Taïwan, de l'Allemagne, de l'Espagne et du Royaume-Uni réunis (Childs et Waldwyn 2018). Le seul secteur de l'APL qui ne s'est pas conformé aux prémisses des réformes est l'armée de l'air. Entre 2005 et 2020,

le nombre de pilotes est environ le même et le nombre d'avions d'attaque a diminué de 330 (Département de la défense 2020, 166). Finalement, beaucoup d'investissement et de recherche et développement furent consacrés à la seconde artillerie de l'Armée Populaire. La force en termes de missiles de courte portée à portée intercontinentale est passée de 773 missiles à 1050 entre 2005 et 2020 (Département de la défense 2005, 45 ; Département de la défense 2020, 166). En somme, les réformes entreprises par Xi ont considérablement accentué les capacités de l'APL, lui donnant ainsi un pouvoir beaucoup plus grand dans les enjeux de nature maritime tels que celui taïwanais (Poh et Ong 2019, 121-122 ; Hamel 2022, 266). Le gouvernement japonais sous Abe, comparativement à celui de Koizumi, cohabitait donc avec une force militaire plus puissante dans le secteur naval et de seconde artillerie et plus faible au niveau de l'armée de terre.

5.1.2. Ambitions militaires et démonstrations chinoises en expansion

Le développement récent des capacités de l'APL n'est pas le seul élément des forces militaires chinoises qui peut être considéré comme un phénomène important et influent dans l'environnement stratégique du Japon, ses ambitions et son comportement démonstratif peuvent l'être également. Les ambitions de l'APL et du gouvernement chinois qui seront ici étudiées se rapportent principalement autour des tensions dans le Détroit de Taïwan. Le terme « démonstration » réfère quant à lui aux actions entreprises par l'Armée Populaire et le PCC qui démontrent la puissance et la présence chinoise, telles que des exercices militaires, des intrusions territoriales⁶, la construction d'infrastructures, etc. Il est important de mentionner qu'il a été difficile de quantifier les démonstrations de l'APL et du PCC entre Koizumi et Abe puisque la littérature offre très rarement des renseignements à ce sujet. Pour combler ce manque, quelques faits ont été tirés d'articles médiatiques, de nouvelles et de documents gouvernementaux. Lorsque le Parti Libéral Démocrate était dirigé par Koizumi Jun'ichirō entre 2001

⁶ Pour le nombre d'intrusions de l'APL dans les territoires maritimes et dans les espaces aériens japonais, consultez l'annexe 7.

et 2006, l'usage de l'APL et les objectifs du PCC vis-à-vis Taïwan étaient tangibles sans toutefois être très offensifs. D'abord, Hu Jintao, qui au même moment était président de la RPC et président de la Commission Militaire Centrale (CMC) (et donc de l'APL), considérait la situation avec Taïwan comme étant majeure, mais la réunification immédiate n'était pas son objectif ultime (Cabestan 2007, 16). En effet, les nouvelles priorités de Hu étaient désormais axées sur le développement pacifique et économique du pays (Cabestan 2007, 15). Cela comprenait donc un plan d'action plus persuasif que coercitif face à Taïwan (Cabestan 2007, 21). Notamment, le PCC tentait d'obtenir le soutien de l'opinion publique taïwanaise en permettant les dialogues et négociations, en prônant les bénéfices d'une bonne relation commerciale, etc. (Hu 2007 ; Wang 2013, 105). Ainsi, le rôle de l'APL dans cette situation n'était plus aussi important (Cabestan 2009, 64). Cependant, l'institution militaire n'était pas complètement inutile. L'ancien président de la CMC souhaitait tout de même prouver à Taïwan et aux autres acteurs internationaux qu'il possédait les capacités pour dissuader et s'imposer (Cabestan 2007, 21). Par exemple, en 2004, selon le livre bleu du Ministère des Affaires Étrangères du Japon (MOFA), il est arrivé à 22 reprises que les flottes chinoises s'introduisent dans les zones économiques exclusives (ZEE) japonaises sans l'accord du gouvernement nippon (MOFA 2005, 37). De plus, en novembre de la même année, un sous-marin militaire de l'APL a traversé le territoire maritime japonais des îles Sakishima, des îles se situant tout près du nord de Taïwan (Ibid.). Cependant, il n'a pas été possible de trouver davantage d'exemples, même une recherche dans les sources médiatiques n'offrait pas de résultat entre 2001 et 2006. Finalement, il est possible de comprendre que pendant ses années au pouvoir, Koizumi a fait face à une armée et à un gouvernement chinois plus pacifiques et persuasifs qu'agressifs et coercitifs dans le contexte entourant Taïwan.

L'environnement stratégique dans lequel Abe Shinzō dirigeait le gouvernement du Japon et traitait de la question taïwanaise a été très différent de celui du premier ministre avant lui. Les ambitions du PCC et de l'APL vis-à-vis Taïwan étaient plus acérées sous le contrôle de Xi Jinping que

de Hu Jintao. Xi a également tenté une approche plus persuasive pour mobiliser l'appui des Taïwanais à la réunification, mais il n'a pas hésité à solliciter l'influence contraignante des démonstrations de l'APL (Takashi 2019, 85 et 95 ; Templeman 2020, 89). En effet, bien qu'il disait prioriser un processus pacifique, il a déclaré que la seule option qui serait tolérée par le PCC serait le principe « un pays, deux systèmes » (Templeman 2020, 91). De plus, Xi a annoncé qu'il serait prêt à utiliser la force si l'île venait à déclarer officiellement son indépendance (Chen et Zeng 2022, 253). Bien que ce ne soit pas des attaques, l'APL sous Xi Jinping a entrepris plusieurs actions pour démontrer ses capacités et pour propager sa présence en mer de Chine. Notamment, entre 2014 et 2016, la surface maritime occupée par le gouvernement chinois dans cette région a passé de 200 à 800 hectares (Schultz 2022, 79). De plus, les intrusions des flottes chinoises dans les eaux japonaises s'élevaient à 36 en 2016 malgré les multiples demandes de cessation du PLD (MOFA 2018, 58). Aussi, comparativement à l'époque de Koizumi où un seul sous-marin militaire chinois avait traversé la frontière nipponne sans autorisation, divers appareils militaires de l'APL ont transgressé ces limites au temps d'Abe. Souvent exposés comme étant des exercices militaires inoffensifs, ceux-ci s'avèrent en fait dangereux pour la sécurité nationale et traduisent bel et bien un geste de dissuasion concernant Taïwan (Ministère de la Défense 2013, 3 ; Bondaz 2022, 77). Par exemple, en 2015, des bombardiers et avions d'attaques chinois ont passé par l'espace aérien du détroit de Miyako sans autorisation (Schultz 2022, 79). Cette opération se reproduit au même endroit en 2019 (Gady 2019). D'ailleurs, il est intéressant de remarquer que le détroit de Miyako est presque adjacent au nord de l'île de Taïwan. Le choix de l'APL du territoire à outrepasser est donc probablement relié à une opposition de la consolidation de l'appui japonais pour Taïwan. Aussi, le nombre de décollages d'urgence des forces japonaises d'autodéfense (FJA) de l'air en défense aux avions militaires chinois a passé d'une moyenne de 25 entre 2001 et 2006 à 851 juste pour l'année 2016 (Ministère de la Défense 2022, 5). Encore qu'il n'y ait pas eu de déclarations de conflits, les forces aériennes de l'APL ont inquiété les FJA à plusieurs reprises. En

somme, les ambitions de l'APL face à Taïwan étaient beaucoup plus agressives et les démonstrations plus nombreuses lors des administrations d'Abe que sous celles de Koizumi.

5.1.3. Capacité et ambitions de l'APL, des facteurs réellement explicatifs ?

Cette dernière sous-section a pour objectif de déterminer si les capacités, les démonstrations et les ambitions grandissantes de l'APL peuvent réellement constituer un facteur expliquant pourquoi les politiques étrangères vis-à-vis Taïwan entre Koizumi et Abe se sont raffermies. Pour ce faire, il sera question de réunir les informations recueillies ci-dessus afin d'analyser les effets possibles que la consolidation des capacités, de la présence et des ambitions de l'APL pourraient avoir sur les processus de prises de décisions du PLD.

Après avoir retracé le cheminement des différentes forces de l'Armée Populaire de Chine entre 2001 et 2020, plusieurs constats ont été formulés et seront ici présentés. L'armée de terre, qui était très puissante à l'époque de Koizumi, a expérimenté des réductions dans son équipement et dans son personnel au même moment où Abe était au pouvoir. Cependant, le secteur naval et celui de la seconde artillerie ont connu le phénomène contraire. Lorsque Xi Jinping fut introduit au pouvoir en 2012, et plus particulièrement lors de ses réformes en 2015, les flottes de l'APL se sont agrandies et le nombre de missiles balistiques s'est multiplié. Il serait facile et plausible d'affirmer qu'une armée terrestre de la taille de celle de l'APL en 2005 est une force très imposante et efficace. Cependant, il est ici suggéré qu'elle ne joue pas un rôle aussi influent et important dans le contexte entourant Taïwan. Par exemple, si un conflit venait à éclater entre la Chine et Taïwan ou si le PCC décidait d'envahir Taïwan, le secteur maritime, aérien et de seconde artillerie seraient mobilisés avant tous les autres (Mastro 2021, 61-62). En effet, avant de déployer des troupes sur l'île de Taïwan, il faudrait d'abord que l'armée chinoise franchisse les murs érigés par les navires et l'arsenal aérien des forces taïwanaises et des forces alliées (si existence de) (Ibid.). Et donc, dans le contexte plus froid et tendu du détroit de Taïwan à l'époque d'Abe, les nouvelles capacités impressionnantes de l'APL navale et de seconde artillerie devaient

nécessairement être plus inquiétantes pour le premier ministre japonais. Quant à Koizumi, lorsqu'il était au pouvoir, le PLD soutenait Taïwan, mais il ne faisait pas face à une armée chinoise aussi puissante dans les secteurs militaires les plus pertinents et efficaces face à ce type d'enjeu. La comparaison entre les différentes situations rencontrées par les deux anciens premiers ministres nippons démontre donc que les capacités de l'APL étaient beaucoup plus imposantes et préoccupantes sous les administrations d'Abe que celles de Koizumi. Ainsi, cela explique probablement pourquoi les politiques étrangères et de sécurité dans l'agenda d'Abe Shinzō étaient beaucoup plus fermes que celles de son prédécesseur. La révision de l'Article 9 pour donner plus de pouvoir et d'autorité aux FJA, le soutien consolidé pour Taïwan, de nouvelles mesures législatives dans les politiques de défense : toutes ces politiques ont peut-être été mises de l'avant par Abe pour contrer la montée de la puissance chinoise. La validité de cette proposition sera confirmée davantage dans le dernier paragraphe de cette section.

Les techniques employées par l'APL et le PCC pour décourager Taïwan à réclamer l'indépendance et pour dissuader les autres acteurs internationaux d'appuyer les Taïwanais ont évolué entre les administrations de Koizumi et d'Abe. D'abord, les ambitions du gouvernement chinois sous Hu Jintao liées à la réunification avec Taïwan étaient considérables à l'ère de Koizumi, mais elles n'étaient pas exclusives à l'utilisation de la force. Au contraire, elles prônaient un discours de paix et de persuasion avec l'île et ne mobilisaient pas l'APL pour atteindre ses objectifs. Ainsi, même si le PLD sous Koizumi démontrait un soutien (très subtil) pour Taïwan, le risque de réprimandes ou de représailles qui provenait du PCC et de l'APL n'était pas très élevé. Cependant, ces ambitions se transformèrent à l'arrivée de Xi Jinping, et donc à partir de la deuxième administration d'Abe en 2012. Le PCC ne tolérait plus le mouvement indépendantiste et était prêt à exploiter l'armée pour convaincre la population taïwanaise et ceux qui la soutenaient d'abandonner cette idée. Ce raffermissement peut être quantifié par l'observation des démonstrations militaires et de la présence grandissante de l'APL

dans les eaux entourant le Japon et Taïwan. Selon les données trouvées (voir tableau 7), Koizumi n'a pas enduré autant d'intrusions de l'armée ou du gouvernement chinois que son successeur. De plus, l'espace maritime occupé par les infrastructures du PCC était beaucoup plus large au temps d'Abe. Nécessairement, cette hausse d'intrusions territoriales, de démonstrations militaires et d'élargissement des frontières exécutée par l'APL et le PCC a probablement été perçue comme inquiétante et menaçante pour Abe. Il est ici suggéré que la pression et les risques occasionnés par ces actions sont une cause qui peut expliquer pourquoi les politiques étrangères et de défense du PLD sont devenues plus radicales sous Abe. La validité de cette affirmation sera consolidée dans la prochaine sous-section de l'argument.

5.2. Décisions et comportement en réponse à la montée chinoise

Le renforcement des capacités et de la présence militaires chinoises est un phénomène observable qui provoque des répercussions importantes sur le Japon. Les deux paragraphes précédents ont démontré cette évolution et ont déterminé que l'APL traduisait une menace plus grande lorsqu'Abe Shinzō était à la tête du gouvernement japonais. Cette dernière partie de la discussion souhaite présenter les réactions de Koizumi et d'Abe devant la consolidation de la puissance chinoise afin de compléter la réponse à la question de recherche. En effet, ce mémoire estime qu'il n'est pas possible de confirmer que le développement de l'APL est un facteur explicatif sans avoir dépeint les perspectives des deux anciens premiers ministres nippons d'abord. En lien avec l'organisation du mémoire, il est important de préciser qu'une raison en particulier explique pourquoi les comportements et décisions n'ont pas été présentés directement avec les arguments précédents. Ces arguments se divisent en deux (les capacités de l'APL ainsi que les ambitions et démonstrations de l'APL) alors que les justifications offertes par Koizumi et Abe comprennent les deux arguments fusionnés ensemble (la montée en puissance de la Chine). Le choix de cette structure a donc évité des répétitions inutiles. Le premier paragraphe suivant présente les politiques adoptées par Koizumi en réponse à la consolidation

des capacités et des ambitions chinoises. Le second paragraphe expose celles d'Abe. Le dernier paragraphe réunit quant à lui les éléments recueillis afin de répondre à la question de recherche du mémoire.

5.2.1. Réactions politiques sous Koizumi

Dans un premier temps, bien que la progression des capacités militaires chinoises était exponentielle au temps d'Abe, l'APL était de tout de même une grande puissance à l'époque de Koizumi. En 2004, le gouvernement japonais reconnaît officiellement la Chine comme une menace et une inquiétude pour la sécurité du Japon (NBC News 2004). Les livres blancs du Ministère de la Défense du Japon soulignaient déjà les risques associés à la montée de la Chine, et particulièrement à son développement militaire, à la fin des années 1990 (Dreyer 2012, 296). Face à cette montée, le PLD sous Koizumi adopta des politiques étrangères et de sécurité un peu plus renforcées. Notamment, il opta pour un rapprochement dans les relations nippo-taïwanaises (Wan 2015, 150). De plus, en 2004, Koizumi déclara que l'inquiétude créée par la croissance des forces chinoises était une bonne raison pour justifier le renforcement des capacités et de l'utilisation des forces japonaises d'autodéfense (Wan 2015, 154). En effet, une année plus tard, le PLD a proposé de ratifier la Constitution en révisant l'Article 9 afin que les FJA puissent acquérir une plus grande liberté d'action (Pence 2006, 336). Cependant, toutes ces décisions étaient limitées comparativement à celles d'Abe qui seront présentées prochainement. En effet, bien que Koizumi ait reconnu l'APL comme étant une menace importante pour la sécurité nationale en 2004, il prit la décision de couper dans le budget alloué à la défense dans la même année, soit une réduction de 3,7% (NBC News 2004 ; Dreyer 2012, 296). De plus, bien qu'il voulait adopter une révision de l'Article 9, c'était, selon certains auteurs, principalement en réponse à l'attentat du 11 septembre 2001 et à la guerre en Irak de 2003, et non pas face à la consolidation de la puissance chinoise (Pence 2006, 365 et 368 ; Liff 2015, 81). Finalement, les politiques diplomatiques (informelles et non gouvernementales) avec Taïwan établies par Koizumi n'avaient pas beaucoup

d'ampleur. L'ancien premier ministre japonais préférait les politiques prudentes à celles qui étaient plus fermes, il ne voulait pas que ses actions soient interprétées comme une reconnaissance de Taïwan en tant qu'État souverain (Wan 2015, 155 et 157). En somme, il est possible d'affirmer que le renforcement des capacités, des ambitions et de la présence de l'APL était perçu comme inquiétant et menaçant par Koizumi Jun'ichirō. Cependant, bien que cette consolidation ait poussé Koizumi à adopter des politiques étrangères un peu plus fermes, elle ne semble pas avoir été aussi préoccupante que la montée du terrorisme ou certaines crises conflictuelles au Moyen-Orient dans les yeux de l'ancien dirigeant. Cela peut s'expliquer de deux façons. D'abord, au moment où il était au pouvoir entre 2001 et 2006, l'APL n'était pas aussi intimidante puisque les secteurs militaires les plus pertinents pour ce type d'enjeu, soit les forces navales et de seconde artillerie, n'étaient pas aussi développés que celui de l'armée de terre. Ensuite, puisque les ambitions du PCC vis-à-vis Taïwan n'étaient pas très agressives et que les risques de représailles et de démonstrations militaires étaient très faibles à l'époque de Koizumi, ce dernier n'éprouvait peut-être pas un besoin aussi pressant d'établir des politiques étrangères plus fermes. Un rapprochement plus sérieux avec Taïwan n'était pas encore nécessaire et les FJA pouvaient consacrer leur énergie et leur soutien à d'autres causes internationales plus prioritaires.

5.2.2. Réactions politiques sous Abe

Dans un second temps, les réactions d'Abe Shinzō face au développement des forces et des ambitions de l'APL furent très différentes de celles de Koizumi. Dans l'optique d'Abe, les conséquences et les risques associés à la montée en puissance de l'armée chinoise étaient beaucoup plus importants et inquiétants. Selon lui, le Japon risquait éventuellement de perdre toutes aspirations diplomatiques puisque le gouvernement chinois prenait plus d'importance dans la région et qu'ainsi, il pourrait la contrôler plus facilement (Ramirez 2019, 161). Il a donc fait du renforcement de la sécurité nationale et des efforts pour contrebalancer la Chine deux de nouvelles priorités (Ibid.). Ainsi,

lorsqu'Abe proposa et adopta de nouvelles politiques de sécurité et de défense plus fermes à la diète japonaise, il les justifia en réponse aux nouvelles capacités de l'APL et les menaces qu'elles impliquaient pour la sécurité du Japon. D'abord, dès qu'Abe fut réélu en 2012, il établit la première Stratégie de Sécurité Nationale (SSN) et renforça l'autorité du Conseil National de Sécurité (CNS) (Liff 2015, 83). De plus, des réformes ont été menées dans les FJA maritimes, aériennes et de seconde artillerie afin d'améliorer leur équipement et leur organisation stratégique (Ministère de la Défense 2013, 3, 6, 22, 23). Le budget de la Défense augmenta de 3,5% en 2015 (Schultz 2022, 78). Ces décisions plus sévères en matière de sécurité, selon Abe et le Ministère de la Défense, étaient motivées par la nouvelle puissance chinoise et les intrusions de son armée de plus en plus en nombreuses dans les eaux et dans les airs nippons (Liff 2015, 83 ; Ministère de la Défense 2013, 3, 4, 22 ; Abe 2014). Ensuite, concernant les révisions de l'Article 9, après avoir longtemps prôné cette possibilité dans ses campagnes, Abe a réussi, en 2013, à modifier la Constitution du Japon jusqu'à présent immuable (Schultz 2022, 82). Dans les années qui suivirent, il continua d'implorer des changements encore plus drastiques. Selon lui, la présence et les démonstrations militaires chinoises étaient une raison plus que valable pour modifier la Constitution (Abe 2014). Finalement, le soutien du Japon pour Taïwan s'est solidifié sous Abe dans un contexte similaire. En effet, bien que l'ancien premier ministre l'affirma publiquement et officiellement pour la première fois seulement en 2021 (The Japan Times 2021), lui et son cabinet étaient conscients des risques que pourrait entraîner le déclenchement d'un conflit entre Taïwan et la Chine, ou si la Chine venait à annexer l'île (Schreer et Tan 2019, 124-125). Notamment, l'une des plus grandes conséquences serait que le détroit de Taïwan appartiendrait désormais au gouvernement chinois, la législation en matière de commerce, de passage ou d'extractions de ressources serait donc contrôlée par celui-ci (Wan 2015, 152). De plus, si l'île appartenait officiellement au PCC, les frontières chinoises en mer de Chine orientale seraient plus larges, affaiblissant alors la position de force du Japon en rapport aux territoires contestés avec la Chine

(Ibid.). Le Ministère de la Défense, à l'époque d'Abe, a d'ailleurs souligné cette problématique en 2013 (Ministère de la Défense 2013, 2). Un rapprochement avec Taïwan, et par ce fait même avec les États-Unis, permettrait au Japon de renforcer sa position face à la Chine et ainsi, de diminuer les chances de ces possibilités inquiétantes (Liff 2015, 79 et 82). Et donc, à partir de sa deuxième administration, Abe a montré un soutien réaffirmé pour Taïwan de plusieurs façons. Par exemple, il a reconnu et félicité la victoire aux élections de 2016 de Tsai Ing-wen comme nouvelle présidente de l'île (Dreyer 2019, 164). Une autre de ses politiques diplomatiques assez saillantes fut de changer le nom de son bureau de représentation à Taipei (dont les tâches et objectifs sont les mêmes qu'une ambassade) de « Association d'échange » à « Association d'échange Japon-Taïwan » (Dreyer 2019, 164 ; Japan-Taïwan Exchange Association 2023). Finalement, il est possible d'affirmer qu'Abe proposa et adopta des politiques étrangères et de défense beaucoup plus sérieuses puisque la consolidation des forces de l'APL était vraiment menaçante et que les ambitions acérées du PCC vis-à-vis Taïwan impliquaient un plus grand risque pour la sécurité et l'économie du Japon.

5.3. Discussion et conclusion

Dans un dernier temps, à la lumière des comparaisons menées ci-dessus, il est désormais possible de confirmer la seconde hypothèse et de répondre à la question de recherche. Pour un rappel, la question de recherche se formule ainsi : pourquoi y a-t-il eu un changement dans les politiques étrangères taïwanaises entre l'administration de Koizumi et celle d'Abe ? Comme expliqué dans l'introduction et dans la revue de littérature, ce changement se traduit par un raffermissement des politiques pro-Taïwanaises. La seconde hypothèse du mémoire suggérait que la consolidation des capacités, de la présence et de l'ambition militaires de l'APL était beaucoup plus apparente et menaçante au temps d'Abe que celui de Koizumi, motivant donc Abe à raffermir ces politiques. Grâce aux sections argumentatives précédentes, il est possible de valider cette hypothèse. Premièrement, l'APL est devenue beaucoup plus puissante à partir de 2015, soit au même moment où Abe était au

pouvoir. Deuxièmement, le PCC sous Xi Jinping n'était pas aussi patient et pacifique que celui de Hu Jintao par rapport à l'enjeu taïwanais. Il n'hésitait pas à employer un discours plus menaçant envers Taïwan et à intimider la région de la mer de Chine occidentale à l'aide de l'APL. Abe Shinzō était premier ministre du Japon dans les mêmes années alors que Koizumi l'était à l'ère de Hu Jintao. Troisièmement, la montée de la puissance chinoise inquiétait Koizumi Jun'ichirō entre 2001 et 2006, mais pas n'inquiétait pas autant Abe à partir de 2012, et ce, justement parce qu'elle n'était pas aussi imposante au début des années 2000. Cette affirmation a été confirmée grâce à l'observation des réactions, c'est-à-dire les décisions politiques, des deux anciens dirigeants nippons en réponse à ce phénomène. D'un côté, le PLD de Koizumi souhaitait renforcer les forces japonaises d'autodéfense et ratifier l'Article 9. Cependant, il a coupé dans le budget de la Défense en 2014 et justifiait principalement les modifications constitutionnelles pour contrer le terrorisme et pour offrir un meilleur appui aux États-Unis. Concernant Taïwan, Koizumi misait sur un rapprochement, mais ses politiques étrangères à ce sujet ne furent pas considérables ou concrètes. Le besoin d'établir un lien plus fort avec l'île n'était pas aussi pressant puisque Hu Jintao tolérait le statu quo et que les démonstrations militaires de l'APL étaient presque inexistantes. D'un autre côté, Abe reprit tous les objectifs de son prédécesseur, mais cette fois, ils furent accentués et complétés. Pour contrer l'intimidation et les intrusions chinoises, a adopta des politiques efficaces qui ont réellement renforcé les capacités des FJA, comme l'augmentation du budget de la Défense. La promesse de ratifier l'Article 9 fut cette fois respectée, le Japon pouvait maintenant s'impliquer dans des enjeux internationaux tels que celui de Taïwan (avec certaines conditions). Finalement, contrairement à Koizumi, les politiques étrangères taïwanaises d'Abe ont démontré un rapprochement et un soutien nippo-taïwanais solides et affirmés. Les tensions entre le PCC et Taïwan étaient devenues très froides lors de ses années au pouvoir, augmentant ainsi les risques imminents d'une invasion ou d'un conflit. En somme, les politiques étrangères vis-à-vis Taïwan sont devenues beaucoup plus radicales sous le PLD d'Abe Shinzō. Cela s'explique par des

changements institutionnels dans l'environnement stratégique du Japon. L'Armée Populaire de Chine et ses ambitions taïwanaises sont devenues plus imposantes et agressives, menaçant donc davantage le statu quo de Taïwan. Ce qui, par ce fait même, força Abe et certains autres membres du PLD à transformer (renforcer) leurs politiques étrangères taïwanaises afin d'assurer leur propre sécurité.

6. Conclusion

Comment est-il possible d'expliquer qu'un parti dominant, au pouvoir depuis plusieurs décennies, transforme soudainement sa politique étrangère? N'est-il pas plus plausible, au contraire, de penser qu'un tel parti n'a aucune raison de changer ses recettes gagnantes? Ce mémoire a d'abord mis en lumière le cas du Parti Libéral Démocrate japonais qui, entre deux administrations différentes, a opté pour un raffermissement dans ses politiques vis-à-vis son soutien à Taïwan. En effet, Koizumi Jun'ichirō et Abe Shinzō partageaient un portrait politique assez similaire, mais se différenciaient pourtant dans certaines de leurs politiques. Ce dernier élément a d'ailleurs constitué la question de recherche spécifique. Pour répondre à cette dernière, deux grandes hypothèses ont été formulées : 1) L'affaiblissement de l'influence des factions de centre ainsi que la montée des factions de droite à la Diète ont contribué au raffermissement des politiques taïwanaises du PLD sous Abe. 2) Abe fut incité à raffermir les politiques étrangères taïwanaises du PLD face à la consolidation des capacités militaires et au renforcement des ambitions taïwanaises de l'APL. Ces deux arguments ont été explorés à l'aide de l'approche du néo-institutionnalisme historique et sur une base de politique comparée. Les conclusions qui en sont ressorties sont très intéressantes. Premièrement, le rôle des factions s'avère effectivement être un facteur pouvant expliquer le raffermissement des politiques taïwanaises du PLD. Entre l'administration de Koizumi et d'Abe, le niveau d'influence des factions ainsi que leurs intérêts se sont transformés. Lorsque Koizumi était au pouvoir, il s'était déclaré contre le système des factions et ne lui accordait aucune importance dans les processus de prises de décisions. Cependant, à l'ère de son successeur et particulièrement à partir de son second mandat en 2012, la situation s'est inversée. Les factions ont retrouvé leur légitimité et certaines ont gagné en autorité. Les factions qui étaient contre les nouvelles politiques de sécurité et de politique étrangère du PLD d'Abe se sont affaiblies alors que celles pro-amendement et pro-Taïwan sont devenues très importantes. Ce phénomène s'explique par la restructuration hiérarchique des intérêts du PLD menée par Abe et par les avantages

offerts par ce dernier aux hauts placés des factions en échange de leur réalignement politique. Ainsi, des factions comme la *Seiwakai*, la *Shisuikai* et la *Shikōkai* ont fait en sorte qu'Abe et son gouvernement n'étaient désormais plus aussi freinés qu'auparavant. Cela a donc permis à Abe d'établir un changement qu'il voulait incorporer dans le PLD depuis longtemps : un soutien raffermi pour Taïwan. Il est toutefois important de noter que le premier argument est limité au PLD d'Abe pour expliquer ce raffermissement puisque le système de factions n'a eu aucun rôle, influent ou pas, à jouer au temps de Koizumi. Deuxièmement, l'hypothèse sur les consolidations des forces et des ambitions militaires chinoises a été validée. Le PLD sous Abe a subi davantage de pression provenant de l'armée et gouvernement chinois que sous Koizumi. D'abord, le discours agressif du gouvernement chinois envers Taïwan est devenu beaucoup plus prononcé sous Xi Jinping que sous Hu Jintao. De plus, non seulement les capacités des forces navales et de seconde artillerie de l'Armée Populaire de Libération se sont consolidées au même moment où Abe était au pouvoir, mais le nombre de leurs intrusions dans les territoires japonais a simultanément augmenté. Tous ces éléments ont donc incité le gouvernement d'Abe à renforcer la sécurité du pays, et ce, par plusieurs moyens. Notamment, un amendement de l'Article 9 ainsi qu'un rapprochement avec Taïwan. En somme, le mémoire a réussi à déterminer deux facteurs pouvant expliquer des changements dans les politiques étrangères d'un parti dominant : les factions ainsi qu'un environnement stratégique tumultueux. Cependant, d'autres causes sont peut-être à la source de ce type de changement. Dans des travaux futurs, il serait intéressant et pertinent d'explorer des possibilités telles que l'influence de l'opinion publique, des groupes religieux, des partis d'opposition, des échanges commerciaux ou autres.

Annexes

Liste des annexes

Annexe 1 - Les factions du Parti Libéral Démocrate japonais	62
Annexe 2 - Cabinet du premier ministre japonais en 2003, selon l'appartenance aux factions	63
Annexe 3 - Cabinet du premier ministre japonais en 2012, selon l'appartenance aux factions	64
Annexe 4 - Cabinet du premier ministre japonais en 2018, selon l'appartenance aux factions	65
Annexe 5 - Composition du Cabinet du premier ministre, en faveur ou en opposition aux politiques d'Abe	66
Annexe 6 - Capacité des différents secteurs de l'Armée Populaire de Libération: terre, eau, air et seconde artillerie.....	66
Annexe 7 - Nombre d'intrusions sur le territoire maritime et aérien du Japon par l'armée chinoise	67

Les plus grandes factions du PLD et leurs différentes appellations		
Nom de la faction	Autres appellations	Membres importants
Heisei Kenkyūkai	Heiseiken / Keiseikai / Faction Tanaka / Faction Nakasone / Faction Takeshita	Tanaka Kakuei / Motegi Toshimitsu / Nakasone Yasuhiro
Kinmirai Seiji Kenkyūkai	Faction Ishihara / Faction Yamazaki	Ishihara Nobuteru
Kōchi Seisaku Kenkyūkai	Kōchikai / Faction Koga / Faction Tanigaki (avant 2012) / Faction Kishida / Faction Miyazawa	Kishida Fumio / Miyazawa Kiichi / Makoto Koga / Tanigaki Sadakazu
Seiwa Seisaku Kenkyūkai	Seiwa / Faction Abe / Faction Hosoda / Faction Fukuda / Faction Machimura / Seiwa Policy Research Group	Abe Shinzō / Koizumi Jun'ichirō / Machimura Nobutaka /
Shikōkai	Faction Asō / Ikōkai / Banchō Seisaku Kenkyujō	Asō Tarō
Shisuikai	Atarashii Nami / Faction Nikai / Faction Ibuki	Nikai Toshihiro
Suigetsukai	Faction Ishiba /	Ishiba Shigeru

Annexe 2 - Composition du Cabinet du premier ministre japonais en 2003, selon l'appartenance aux factions

Composition du Cabinet du premier ministre - 2003	
Nom, prénom	Faction
Asō Tarō	Shikōkai
Hosoda Hiroyuki	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Inoue Kiichi	Haneda / Heisei Kenkyūkai
Ishiba Shigeru	Suigetsukai
Ishihara Nobuteru	Kinmirai Seiji Kenkyūkai
Kamei Yoshiyuki	Kinmirai Seiji Kenkyukai
Kaneko Kazuyoshi	Kōchikai
Kawaguchi Yoriko	Heisei Kenkyūkai
Kawamura Takeo	Shisuikai
Koike Yuriko	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Koizumi Jun'ichirō	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Motegi Toshimitsu	Kōchikai
Nakagawa Shoichi	Shisuikai
Nozawa Daizō	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Ono Kiyoko	Shisuikai
Sakaguchi Chikara	N/A
Takenaka Heizo	Indépendant
Tanigaki Sadakazu	Kōchikai

*N/A indique que ça ne s'applique pas, dans le sens où le membre en question ne fait pas partie du Parti Libéral Démocrate.

Composition du Cabinet du premier ministre - 2012	
Nom, prénom	Faction
Abe Shinzō	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Amari Akira	Kinmirai Seiji Kenkyukai
Asō Tarō	Shikōkai
Furuya Keiji	S/O
Hayashi Yoshimasa	Kōchikai
Inada Tomomi	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Ishihara Nobuteru	Kinmirai Seiji Kenkyukai
Kishida Fumio	Kōchikai
Mori Masako	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Motegi Toshimitsu	Kōchikai
Nemoto Takumi	Kōchikai
Onodera Itsunori	Kōchikai
Ōta Akihiro	N/A
Shimomura Hakubun	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Shindō Yoshitaka	Heisei Kenkyūkai
Suga Yoshihide	Indépendant
Tamura Norihisa	Suigetsukai
Tanigaki Sadakazu	Kōchikai
Yamamoto Ichita	Seiwa Seisaku Kenkyūkai

*N/A indique que ça ne s'applique pas, dans le sens où le membre en question ne fait pas partie du Parti Libéral Démocrate.

*S/O : Sans objet. Il n'a pas été possible de trouver à quelle faction le membre du Cabinet appartenait.

Annexe 4 - Composition du Cabinet du premier ministre japonais en 2018, selon l'appartenance aux factions

Composition du Cabinet du premier ministre - 2018	
Nom, prénom	Faction
Abe Shinzō	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Asō Tarō	Shikōkai
Harada Yoshiaki	Shikōkai
Hirai Takuya	Kōchikai
Ishida Masatoshi	Indépendant
Ishii Keiichi	N/A
Iwaya Takeshi	Shikōkai
Katayama Satsuki	Shisuikai
Kōnō Tarō	Shikōkai
Miyakoshi Mitsuhiro	Kōchikai
Motegi Toshimitsu	Heisei Kenkyūkai
Nemoto Takumi	Kōchikai
Sekō Hiroshige	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Shibayama Masahiko	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Suga Yoshihide	Indépendant
Suzuki Shunichi	Shikōkai
Watanabe Hiromichi	S/O
Yamamoto Junzo	Seiwa Seisaku Kenkyūkai
Yamashita Takashi	Suigetsukai
Yoshikawa Takamori	Shisuikai

*N/A indique que ça ne s'applique pas, dans le sens où le membre en question ne fait pas partie du Parti Libéral Démocrate.

*S/O : Sans objet. Il n'a pas été possible de trouver à quelle faction le membre du Cabinet appartenait.

Annexe 5 - Composition du Cabinet du premier ministre, en faveur ou en opposition aux politiques d'Abe

Nombre de membres au Cabinet du Premier ministre		
	2012	2018
Membres de factions en faveur des politiques d'Abe	6	11
Membres de factions en opposition aux politiques d'Abe	8	5

**Note : Les politiques d'Abe réfèrent aux politiques pro-taïwanaises ainsi qu'aux différents amendements de la Constitution, Article 9.

Annexe 6 - Capacité des différents secteurs de l'Armée Populaire de Libération: terre, eau, air et seconde artillerie

Capacité des forces de terre de l'APL		
	2005	2020
Soldats	1 600 000	1 030 000
Équipement d'artillerie	11 000	6 300
Chars d'assaut	6 500	6 300

Capacité des forces navales de l'APL		
	2005	2020
Employés	290 000	S/O
Navires de guerre	115	217
Sous-marins	57	56

Capacité des forces de l'air de l'APL		
	2005	2020
Pilotes	1 500	1 500
Avions d'attaque	780	450

Seconde artillerie — Missiles balistiques (SRBM-MRBM-IRBM-ICBM)

	2005	2020
Courte portée	~ 695	600+
Portée intermédiaire	~15	150+
Moyenne portée	~ 21	200+
Portée intercontinentale	~42	100
Total	~ 773	1050+

*Annexe 7 - Nombre d'intrusions sur le territoire maritime et aérien du Japon par l'armée chinoise***Intrusion de l'APL sur les territoires maritimes et aériens japonais**

2004	23 intrusions des forces navales chinoises
2015	1 intrusion des forces de l'air chinoises
2016	36 intrusions des forces navales chinoises
2019	1 intrusion des forces de l'air chinoises

Bibliographie

Abe Shinzō. 2014. *Press Conference by Prime Minister Abe*. Tokyo: Premier Ministre du Japon et son Cabinet. https://japan.kantei.go.jp/96_abe/statement/201405/0515kaiken.html

Arian, Alan et Samuel H. Barnes. 1974. « The Dominant Party System: A Neglected Model of Democratic Stability » *The Journal of Politics*, 36 (3): 592-614. <https://www.jstor.org/stable/2129246>

Arian, Asher et Michal Shamir. 2005. « On Mistaking a Dominant Party in a Dealigning System » Chapitre 1, dans *The Elections in Israel 2003*, dirigé par Michal Shamir. New York: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781351322287>

Bardi, Luciano. 2007. « Electoral change and its impact on the party system in Italy » *West European Politics*, 30 (4): 711-732. <https://doi.org/10.1080/01402380701500256>

Bondaz, Antoine. 2022. « Une seule Chine ? Défendre le *statu quo* à Taïwan » *Esprit* 11 (Novembre) : 77-86. <https://www.cairn.info/revue-esprit-2022-11-page-77.htm>

Boucek, Françoise. 2012. « The Demise of Canadian Liberal Hegemony. » Chapitre 5, dans *Factional Politics*. London : Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1057/9781137283924_10

Brown, James, Guibourg Delamotte et Robert Dujarric. 2021. *The Abe Legacy: How Japan Has Been Shaped by Abe Shinzo*. Maryland: Lexington Books.

Browne, Eric C. et Sunwoog Kim. 2003. « Factional rivals and electoral competition in a dominant party: Inside Japan's Liberal Democratic Party, 1958–1990 » *European Journal of Political Research*, 42: 107-134. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.00077>

Bull, Martin. 1996. « The Italian Christian Democrats » Chapitre 8, dans *Political Parties and the European Union*. Dirigé par John Gaffney. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203421161>

Buszynski, Leszek. 2006. « Japan's Security Policy in the Koizumi Era » *Security Challenges*, 2 (3): 93-107. <https://www.jstor.org/stable/26459044>

Cabestan, Jean-Pierre. 2005. « Spécificités et limites du nationalisme taïwanais », *Perspectives chinoises* En ligne, consulté 8 février 2022. <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/916>

Cabestan, Jean-Pierre. 2007. « La politique étrangère chinoise : une Chine sans ennemis n'est pas forcément une Chine rassurante », *Hérodote*, 2 (125) :11-27. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2007-2-page-11.htm>

Cabestan, Jean-Pierre. 2009. « China's Foreign- and Security-policy Decision-making Processes under Hu Jintao » *Journal of Current Chinese Affairs*. 38 (3): 63-97. <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/186810260903800304>

Carty, Kenneth R. 2022. « Party Dominance in Democracy » Chapitre 1, dans *The government Party: Political Dominance in Democracy*. Oxford: Oxford University Press. University Park: Penn State University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780192858481.003.0008>

Chen, John. 2019. « Choosing the “Least Bad Option”: Organizational Interests and Change in the PLA Ground Forces » dans *Chairman Xi Remakes the PLA: Assessing Chinese Military Reforms*. Dirigé par Saunders et al. Washington D.C.: National Defense University Press. <https://ndupress.ndu.edu/Publications/Books/Chairman-Xi-Remakes-the-PLA/>

Chen Chih-Jou Jay et Victor Zheng. 2022. « Changing Attitudes toward China in Taiwan and Hong Kong in the Xi Jinping Era » *Journal of Contemporary China*. 31 (134): 250-266. <https://doi.org/10.1080/10670564.2021.1945738>

Childs, Nick et Tom Waldwyn. 2018. « China’s naval shipbuilding: delivering on its ambition in a big way » *International Institute for Strategic Studies*. <https://www.iiss.org/online-analysis/military-balance/2018/05/china-naval-shipbuilding>

Cho, Hyun Joo & Ajin Choi. 2016. « Why do Territorial Disputes Escalate? A Domestic Political Explanation for the Senkaku/Diaoyu Islands Dispute » *Pacific Focus* 31 (2) : 254-282. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.1111/pafo.12073>

Choi Eun Kyong, John Wagner Givens et Andrew MacDonald. 2021. « From Power Balance to Dominant Faction in Xi Jinping's China » *The China Quarterly*. 248 (1): 935-956. <https://doi.org/10.1017/S0305741021000473>

Delamotte, Guibourg. 2012. « Japan’s Foreign Policy beyond Short-term Politics » *Asia-Pacific Review*, 19 (2): 46-61. <https://doi.org/10.1080/13439006.2012.739496>

Département de la Défense. 2005. « Annual Report to Congress: The Military Power of the People’s Republic of China 2005 » Washington: Historical Office: Office of the Secretary of Defense of the United States of America. <https://nuke.fas.org/guide/china/dod-2005.pdf>

Département de la Défense 2020. « Annual Report to Congress: Military and Security Developments Involving the People’s Republic of China 2020 » Washington: Historical Office: Office of the Secretary of Defense of the United States of America. <https://media.defense.gov/2020/Sep/01/2002488689/-1/-1/1/2020-DOD-CHINA-MILITARY-POWER-REPORT-FINAL.PDF>

Dreyer, Julie. 2008. « Japan and the Security of the Taiwan Strait » dans *The “One China” Dilemma*. New York : Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1057/9780230611931_15

Dreyer, Julie. 2012. « Japan’s View on Cross-Strait Developments » dans *National Identity and Economic Interest*. New York: Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1057/9781137011053_12

Dreyer, June Teufel. 2019. « The Japan-Taiwan Relationship: An Unstable Stability » *Asia Policy*, 14 (1): 161-166. <https://doi.org/10.1353/asp.2019.0001>

Duchâtel, Mathieu. 2016. « China’s Policy in the East China Sea The Role of Crisis Management Mechanism Negotiations with Japan (2008-2015) » *China Perspectives*, Année 2016 (3): 13-21. <https://journals.openedition.org/chinaperspectives/7021>

Duverger, Maurice. 1951. *Les partis politiques*. Paris : A. Colin.

Duverger, Maurice. 1981. « Dimensions et alliances » Chapitre 2, dans *Les partis politiques*, 10^e édition., Paris : Éditions du Seuil. <https://www.cairn.info/les-partis-politiques--9782020060028-page-381.htm>

Ferdinand, Peter. 1994. « The party's over - market liberalization and the challenges for one-party and one-party dominant regimes: The cases of Taiwan and Mexico, Italy and Japan » *Democratization*, 1 (1): 133-150. <https://doi.org/10.1080/13510349408403384>

Fisker-Nielsen, Anne Mette. 2012. « A case of interpretation? Komeito supporters as political pawns, right-wing collaborators, or political actors » Chapitre 3, dans *Religion and Politics in Contemporary Japan: Soka Gakkai Youth and Komeito*. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203116418>

Friedman, Edward., et Joseph Wong. 2008. *Political Transitions in Dominant Party Systems: Learning to Lose*. Oxford: Routledge. <https://www.taylorfrancis.com/chapters/edit/10.4324/9780203893111-3/learning-lose-dominant-parties-dominant-party-systems-transitions-edward-friedman-joseph-wong>

Gady, Franz-Stefan. 2019. « China Conducts Military Drills Involving Long-Range Bombers Near Taiwan, Japan » *The Diplomat*, publié le 16 avril 2019. <https://thediplomat.com/2019/04/china-conducts-military-drills-involving-long-range-bombers-near-taiwan-japan/>

Gazibo, Mamoudou et Jane Jenson. 2015. *La politique comparée*. Québec : Les Presses de l'Université de Montréal.

Gill, Bates. 2020. « Assessing the ambitious reforms of the Chinese People's Liberation Army: progress, problems and prospects » *United Service*. 71 (2): 9-12. <http://www.rusinsw.org.au/Papers/20200331.pdf>

Global Security. 2018. « Liberal Democratic Party Factions » *Global Security*, publié le 16 août 2018. <https://www.globalsecurity.org/military/world/japan/party-ldp-factions.htm>

Goto Shihoko. 2019. « Redefining U.S.-Japan Trade Relations Under Trump ». *Korea Economic Institute of America*. 12 (30): 244 – 257 https://keia.org/wp-content/uploads/2020/05/kei_jointus-korea_2019_3.3.pdf

Hall, Peter A. et Rosemary C. R. Taylor. 1996. « Political Science and the Three New Institutionalisms » *Political Studies*, 44 (5): 936-957. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9248.1996.tb00343.x>

Hamel, Tewfik. 2022. « L'évolution de la stratégie militaire de la Chine » *Outre-Terre*, 1-2 (60-61) : 227-277. <https://www.cairn.info/revue-outre-terre-2022-1-page-227.htm>

Hamzawi, Jordan Hashim. 2021. *One Party to Rule Them All?: The Return of LDP Dominance to Japan*. Thèse, Université de Chicago. <https://www.proquest.com/docview/2600317525?pq-origsite=gscholar&fromopenview=true>

Harris, Tobias. 2021. « Abe's Legacy » Chapitre 7, dans *Japan Decides 2021*, dirigé par Robert J. Pekkanen, Steven R. Reed et Daniel M. Smith. Londres : Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-031-11324-6_7

Hartnett, Daniel M. 2014. « “The New Historic Missions”: Reflections on Hu Jintao’s Military Legacy » Chapitre 2, dans *Assessing the People’s Liberation Army in the Hu Jintao Era*. Dirigé par Roy Kamphausen, David Lai et Travis Tanner. Carlisle: Strategic Studies Institute. <https://www.jstor.org/stable/resrep11946.5>

Japan-Taiwan Exchange Association. 2023. « Overview of Japan-Taiwan Exchange Association » Taipei: Japan-Taiwan Exchange Association. <https://www.koryu.or.jp/en/about/introduction/overview/>

Jerdén, Björn et Linus Hagström. 2012. « Rethinking Japan's China Policy: Japan as an Accommodator in the Rise of China, 1978–2011 » *Journal of East Asian Studies*, 12(2): 215-250. <https://doi.org/10.1017/S1598240800007840>

Jylhä, Kirsti M., Jens Rydgren et Pontus Strimling. 2019. « Radical right-wing voters from right and left: Comparing Sweden Democrat voters who previously voted for the Conservative Party or the Social Democratic Party » *Scandinavian Political Studies*, 42 (3-4): 220-244. <https://doi.org/10.1111/1467-9477.12147>

Ka Mei Samantha Ma. 2023. « Introduction » Chapitre 1, dans *Japan from Koizumi to Abe : Do Leaders Matter in Constitutional Reform*. London: Routledge India. <https://doi.org/10.4324/9781003329473>

Kantei. 2014. « The Cabinet : List of Ministers » Tokyo: Prime Minister of Japan and His Cabinet. https://japan.kantei.go.jp/96_abe/cabinetlist1/daijin/index_e.html

Kantei. 2018. « The Cabinet : List of Ministers » Tokyo: Prime Minister of Japan and His Cabinet. https://japan.kantei.go.jp/98_abe/cabinetlist1/daijin/index_e.html

Kecskemeti, Paul. 1955. « Reducing International Tension » *Commentary*, 20: 517-521. <https://www.proquest.com/docview/1290142548?pq-origsite=gscholar&fromopenview=true&imgSeq=1>

Lam, Peng Er. 2005. « Japan's Deteriorating ties with China: The Koizumi Factor ». *China: An International Journal* 3(2): 275-291. <https://muse-jhu-edu.proxy.bib.uottawa.ca/article/186852>

Lee Hae-In et Bénédicte E. Dedominicis. 2017. « The Results of a “Fighting Politician”? Prime Minister Shinzo Abe’s Strengthened Political Leadership and Changes in Japanese National Security Policy » *Organizational Cultures: An International Journal*, 17 (3): 1-25. <https://doi.org/10.18848/2327-8013/CGP/v17i03/1-25>

Levite, Ariel et Sidney Tarrow. 1983. « The Legitimation of Excluded Parties in Dominant Party Systems: A Comparison of Israel and Italy » *Comparative Politics*, 15 (3): 295-327. <https://www.jstor.org/stable/421684>

Liff, Adam P. 2015. « Japan’s Defense Policy : Abe the Evolutionary » *The Washington Quarterly*, 38 (3): 79-99. <https://doi.org/10.1080/0163660X.2015.1064711>

Lim, Jaehwan. 2022. « Explaining military reforms under Xi Jinping: military effectiveness, power consolidation, and party-military relations in China » *Journal of Contemporary East Asia Studies*. 1-18. <https://doi.org/10.1080/24761028.2022.2158564>

Lim, Timothy C. 2006. « Thinking Theoretically in Comparative Politics » Chapitre 3, dans *Doing Comparative Politics: An Introduction to Approaches and Issues*. Londres : Lynne Rienner Publishers

MacArthur Bosack. 2017. « Abe's Cabinet Reshuffle, Explained » *The Diplomat*, publié le 05 août 2017. <https://thediplomat.com/2017/08/abes-cabinet-reshuffle-explained/>

Malka, Reut Itzkovitch. Et al. 2021. « The collective memory of dominant parties in parliamentary discourse » *Party Politics*, 27 (3): 489-500.
<https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1354068819860136>

March, James G. et Johan P. Olsen. 1984 « The New Institutionalism: Organizational Factors in Political Life. » *The American Political Science Review*. 3 (78): 734–49.
<https://doi.org/10.2307/1961840>

Mastro, Oriana Skyler. 2021. « The Taiwan Temptation: Why Beijing Might Resort to Force : Can China Keep Rising? » *Foreign Affairs*, 2021 (6): 58-67.
<https://heinonline.org/HOL/LandingPage?handle=hein.journals/fora100&div=100&id=&page=>

Meckstroth, Theodore W. 1975. « "Most Different Systems" and "Most Similar Systems: A Study in the Logic of Comparative Inquiry » *Comparative Political Studies*. 8 (2):132-157.
<https://doi.org/10.1177/001041407500800202>

Medding, Peter Y. 2010. « Party and Society: The Incorporation of Diverse Social Forces » Chapitre 1, dans *Mapai in Israel: Political Organisation and Government in a New Society*. Cambridge: Cambridge University Press. <https://www.cambridge.org/ca/academic/subjects/politics-international-relations/middle-east-government-politics-and-policy/mapai-israel-political-organisation-and-government-new-society?format=PB&isbn=9780521144513>

Mishima Ko. 2007. « Grading Japanese Prime Minister Koizumi's Revolution: How Far Has the LDP's Policymaking Changed? » *Asian Survey*, 47 (5): 727-748.
<https://doi.org/10.1525/as.2007.47.5.727>

Ministère de la Défense. 2013. *National Defense Program Guidelines : for FY 2014 and beyond*. Tokyo: Ministère de la Défense du Japon.
https://www.mod.go.jp/en/d_policy/basis/guideline/index.html

Ministère de la Défense. 2022. « China's Activities in East China Sea, Pacific Ocean, and Sea of Japan » Tokyo: Ministère de la Défense du Japon.
https://www.mod.go.jp/en/d_act/sec_env/pdf/ch_d-act_a_e_2207.pdf

MOFA. 2005. *Diplomatic Bluebook*. Tokyo: Ministère des Affaires étrangères du Japon.
<https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/2005/index.html>

MOFA. 2018. *Diplomatic Bluebook*. Tokyo: Ministère des Affaires étrangères du Japon.
https://www.mofa.go.jp/fp/pp/page25e_000237.html

MOFA. 2022. *Diplomatic Bluebook*. Tokyo: Ministère des Affaires étrangères du Japon.
<https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/index.html>

Morlino, Leonardo. 1996. « Crisis of parties and change of party system in Italy » *Party Politics*, 2 (1): 5-30. <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1354068896002001001>

Mulgan, Aurelia George. 2013. « Koizumi's Power Base » Chapitre 2, dans *Japan's Failed Revolution : Koizumi and the Politics of Economic Reform*. Anu Press. <https://www.jstor.org/stable/j.ctt31ngnn.6>

Musil, Pelin Ayan. 2014. « Emergence of a Dominant Party System After Multipartyism: Theoretical Implications from the Case of the AKP in Turkey » *South European Society and Politics*, 20 (1): 71-92. <https://doi.org/10.1080/13608746.2014.968981>

Nakakita Kōji et Stephen Johnson. 2020. « Factions: The 'parties within a party' weaken » Chapitre 1, dans *The Liberal Democratic Party of Japan: The Realities of 'Power'*. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429053931>

Narusawa Muneo. 2013. « Abe Shinzo: Japan's New Prime Minister a Far-Right Denier of History » *The Asia-Pacific Journal*, 11 (1): 1-9. <https://apjpf.org/2013/11/1/Narusawa-Muneo/3879/article.html>

NBC News. 2004. « Japan Defense Plan Shifts Pacifist Stance » NBC News, publié le 10 décembre 2004. <https://www.nbcnews.com/id/wbna6691501>

Oyama Reiko et Takeda Tomoki. 2010. « Weaknesses in Japan's Postwar Politics » *Suntory and Toyota International Centres for Economics and Related Disciplines*. Publié le 1er juin 2010. <https://sticerd.lse.ac.uk/new/publications/abstract/?index=3903>

Panda, Ankit. 2015. « Remember China's Announced 300,000 Troop Cut? Not Everyone's Happy About It » *The Diplomat*, publié le 23 septembre 2015. <https://thediplomat.com/2015/09/remember-chinas-announced-300000-troop-cut-not-everyones-happy-about-it/>

Park Cheol Hee. 2015. « The Three-Layered Structure of Japan's Conservative Political Shift » *Seoul Journal of Japanese Studies*, 1 (1): 1-28. <https://hdl.handle.net/10371/94440>

Pence, Canon. 2006. « Reform in the Rising Sun: Koizumi's Bid to Revise Japan's Pacifist Constitution » *North Carolina Journal of International Law*, 32 (2): 335-388. <https://scholarship.law.unc.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1835&context=ncilj>

Pempel, T.J. 1990. « Uncommon Democracies: The One-Party Dominant Regimes » Introduction, dans *Uncommon Democracies: The One-Party Dominant Regimes*. Ithaca: Cornell University Press. <https://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctvr7f8kn>

Pion-Berlin, David. 1988. « The National Security Doctrine, Military Threat Perception, and the "Dirty War" in Argentina » *Comparative Political Studies*, 21 (2): 382-407. <https://doi.org/10.1177/0010414088021003004>

Poh, Angela et Weichong Ong. 2019. « PLA Reform, a New Normative Contest, and the Challenge for ASEAN » *Asia Policy*, 14 (4): 107-128. <https://www.jstor.org/stable/26867619>

Ramirez, Carlos. 2019. « Japan's Foreign and Security Policy under Abe : from neoconservatism and neoautonomy to pragmatic realism » *The Pacific Review*, 34 (1): 146-175. <https://doi.org/10.1080/09512748.2019.1653358>

Rear, David. 2011. « Mixed messages: discourses of education in policy speeches to the Japanese Diet » *Asia Pacific Journal of Education*, 31 (2): 129-142. <https://doi.org/10.1080/02188791.2011.566985>

Rosoux, Valérie. 2013. « La négociation internationale » Chapitre 32, dans *Traité de relations internationales*, dirigé par Thierry Balzacq. Paris : Presses de Sciences po. <https://doi.org/10.3917/scpo.balza.2013.01.0795>

Roth, Antoine. 2013. « *Conflict dynamics in sino-japanese relations: The case of the Senkaku/Diaoyu islands dispute* » Mémoire de M.A., Université de George Washington. <https://www.proquest.com/docview/1417776652?fromopenview=true&pq-origsite=gscholar>

Sakaiya Shiro et Kentaro Maeda Kentaro. 2014. « Explaining the Breakdown of Dominant Party Systems: Party Splits and the Mechanisms of Factional Bargaining » *Japanese Journal of Political Science*, 15(3): 397-415. <https://doi.org/10.1017/S1468109914000164>

Sanders, Élizabeth. « Historical Institutionalism » Chapitre 3, dans *Political Institutions*, dirigé par R. A. W. Rhodes, Sarah A. Binder et Bert A. Rockman. Oxford : Oxford University Press.

Sato Yoichiro. 2020. « Japan's Counter-Strike Debate amid the post-Prime Minister Abe Leadership Race » *Asia Pacific Bulletin*, 524: 1-2. <https://www.eastwestcenter.org/publications/japan%E2%80%99s-counter-strike-debate-amid-the-post-prime-minister-abe-leadership-race>

Saunders, Phillip C. et Joel Wuthnow. 2019. « Introduction Appendix: Central Military Commission Reforms » dans *Chairman Xi Remakes the PLA: Assessing Chinese Military Reforms*. Dirigé par Saunders et al. Washington D.C.: National Defense University Press. <https://ndupress.ndu.edu/Publications/Books/Chairman-Xi-Remakes-the-PLA/>

Schoppa, Leonard J. 1991. « Zoku Power and LDP Power: A Case Study of the Zoku Role in Education Policy » *The Journal of Japanese Studies*, 17 (1): 79-106. <https://doi.org/10.2307/132908>

Schreer, Benjamin et Andrew T. H. Tan. 2019. *The Taiwan Issue – Problems and Prospects*. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429319082>

Schultz, Franziska. 2022. « Mutually Assured Assertiveness? The Abe Government's Response to China's Global Rise » Chapitre 3, dans *Globalization and Civil Society in East Asian Space*, dirigé par Khatharya Um et Tekenaka Chihary. Londres : Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003079736>

Scobell, Andrew. 2000. « Show of Force: Chinese Soldiers, Statesmen, and the 1995-1996 Taiwan Strait Crisis » *Political Science Quarterly*, 115 (2): 227-246. <https://doi.org/10.2307/2657901>

Shinoda Tomohito. 2013. « Institutional Changes and Koizumi's Leadership » Chapitre 3, dans *Contemporary Japanese Politics : Institutional Changes and Power Shifts*. New York : Columbia University Press

Steinmo, Sven. 2014. Néo-institutionnalisme historique. Dans : Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques: 4^e édition précédée d'un nouvel avant-propos* (pp. 367-374). Paris: Presses de Sciences Po. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/scpo.bouss.2014.01.0367>

Takagi Seiichirō. 2006. « The Taiwan factor in Japan-China relations » Chapitre 6, dans *Japan's Relations With China: Facing a Rising Power*, dirigé par Peng Er Lam. Londres: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203085943>

Takashi Suzuki. 2019. « China's United Front Work in the Xi Jinping era – institutional developments and activities » *Journal of Contemporary East Asia Studies*, 8 (1): 83-98. <https://doi.org/10.1080/24761028.2019.1627714>

The Japan Times. 2021. « China summons Japan envoy and rips Abe for warning about Taiwan invasion » *The Japan Times*, publié le 2 décembre 2021. <https://www.japantimes.co.jp/news/2021/12/02/national/politics-diplomacy/china-abe-taiwan-remarks/>

The White House. 2021. « U.S.- Japan Joint Leaders' Statement: "U.S. – Japan Global Partnership for a New Era" » Washington: The White House. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/04/16/u-s-japan-joint-leaders-statement-u-s-japan-global-partnership-for-a-new-era/>

Templeman, Kharis. 2020. « How Taiwan Stands Up to China » *Journal of Democracy*. 31 (3): 85-99. <https://muse.jhu.edu/article/760089>

Titli Basu. 2018. « Debating Security in Japan » *The Korean Journal of Defense Analysis*, 30 (4): 533-557. <https://www.idsa.in/system/files/news/debating-security-in-japan.pdf>

Tomasson, Richard F. 1969. « The Extraordinary Success of the Swedish Social Democrats » *The Journal of Politics*, 31 (3): 772-798. <https://doi.org/10.2307/2128497>

Tokyo Review. 2022. « The Evolution of LDP Factions » *Tokyo Review*, publié le 4 janvier 2022. <https://www.tokyoreview.net/2022/01/the-evolution-of-ldp-factions/>

Uchiyama Yū. 2011. « Leadership strategies: (Re)drawing boundaries among and within in Japan » Chapitre 6, *Decoding Boundaries in Contemporary Japan: The Koizumi Administration and Beyond*, dirigé par Glenn D. Hook. Oxford: Routledge.

Umeda Michio. 2018. « The Liberal Democratic Party: Its adaptability and predominance in Japanese politics for 60 years » *Asian Journal of Comparative Politics*, 4 (1): 8-22. <https://doi.org/10.1177/2057891118783270>

Wan, Ming. 2015. *Understanding Japan-China Relations: Theories and Issues*. Singapour: World Scientific. <https://www.worldscientific.com/worldscibooks/10.1142/9629#t=aboutBook>

Winkler, Christian G. 2012. « The evolution of the conservative mainstream in Japan » *Japan Forum*, 24(1): 51-73. <https://doi.org/10.1080/09555803.2011.637633>

Yang Bojiang. 2010. « Redefining Sino-Japanese relations after Koizumi » *Washington Quarterly*, 29 (4): 129-137. <https://doi.org/10.1162/wash.2006.29.4.129>

Yinan, He. 2008. « Ripe for Cooperation or Rivalry? Commerce, Realpolitik, and War Memory in Contemporary Sino-Japanese Relations » *Asian Security* 4 (2): 162-197 <https://www.tandfonline-com.proxy.bib.uottawa.ca/doi/full/10.1080/14799850802006522>

Yuichi Hosoya. 2023. « Japan's Defense of the Liberal International Order: The "Free and Open Indo-Pacific Strategy" from Abe to Kishida » *Korea Policy*, 1 (30 : 40-56).
<https://keia.org/publication/korea-policy-vol-1/>

Zakowski, Karol. 2011. « Kōchikai of the Japanese Liberal Democratic Party and Its Evolution After the Cold War » *The Korean Journal of International Studies*, 9 (2): 179-205.
<https://doi.org/10.14731/kjis.2011.12.9.2.179>

Zakowski, Karol. 2020. « Revision of interpretation of Article 9 of the Constitution » Chapitre 7, dans *Gradual Institutional Change in Japan: Kantei Leadership under the Abe Administration*. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003108986>

Zakowski, Karol. 2023. « A neoclassical-realist analysis of Japan's stance on cross-strait relations » *Stosunki Międzynarodowe – International Relation* 2 (25): 1-22.
<https://doi.org/10.12688/stomiedintrelat.17590.2>